

Titres et travaux

Christian Topalov

Document présenté à l'appui d'une candidature à l'avancement au grade de directeur de recherche de classe exceptionnelle

juin 2006

Plan

- I. Un questionnement : pouvoirs, langages, savoirs
- II. Des chantiers actuels
- III. Des engagements institutionnels
- IV. Pour mémoire : les chantiers achevés

I. Un questionnement : pouvoirs, langages, savoirs

Mon travail et les programmes de recherche que j'anime portent sur un ensemble d'objets assez variés qui ne se laissent guère ranger sous les étiquettes correspondant à des domaines thématiques de la sociologie. S'il fallait néanmoins donner un titre à cet ensemble, je choisirais "Pouvoirs, langages, savoirs", trilogie qui permet de marquer certains traits saillants de l'entreprise.

L'horizon de mes recherches est en effet d'éclairer les rapports de pouvoir entre acteurs sociaux. J'utilise sans réserve les outils fournis par le vocabulaire de la construction sociale des problèmes dans les situations d'interaction. Je pense néanmoins que les positions des acteurs s'inscrivent dans un ordre social, politique et symbolique, qu'ils contribuent bien sûr à transformer, mais qui leur préexiste – à commencer par les registres d'ordre qui s'inscrivent dans le langage ou dans la répartition des biens. C'est dans ce cadre, qui comporte une forte dimension institutionnelle, que se développent les initiatives des acteurs et les interactions entre ceux-ci. Ce qui m'intéresse est que cet ordre est fait d'inégalités de ressources, de rapports de compétition et de pouvoir dont la pérennité n'est jamais assurée car ils sont l'objet de conflits permanents, mais qu'en même temps il présente une solidité qui le fait apparaître comme naturel, et cela au prix d'un travail d'entretien constant au cours duquel des acteurs envisagent qu'il doit changer dans ses modalités pour subsister comme ordre.

Une longue fréquentation des historiens héritiers de Braudel m'a mieux fait comprendre combien cet ordre que les sociologues postulent souvent comme global – et donc intelligible sous un concept ou modèle unique – est fait de registres distincts de réalité et d'expériences de celle-ci, en d'autres termes, d'ordres partiels, de temporalités hétérogènes, de grammaires multiples permettant de leur donner sens pour et dans l'action. Ce que j'ai choisi de faire c'est, au fond, de mettre en lumière et en examen empirique certains de ces registres, ceux où des rapports de pouvoir sont à l'oeuvre de façon moins apparente que dans d'autres. Laissant donc de côté des systèmes sociaux qui apparaissent d'emblée comme organisés autour du pouvoir – comme le politique, l'économie, la famille – j'ai privilégié l'observation de registres de réalité qui se donnent comme relativement pacifiés et consensuels : l'action réformatrice au service du bien commun, les savoirs savants, la langue partagée.

Ces choix sont pour moi inséparables de tournures de pensée et de méthodes de recherche qui font une place centrale à l'historicisation des catégories d'analyse et à la réflexivité sociologique conçue comme un instrument au service de l'étude du monde social. C'est pourquoi je poursuivrai cet exposé général de mes questionnements de recherche en décrivant une série de déplacements théoriques et thématiques opérés au fil du temps et qui m'apparaissent rétrospectivement comme ayant peu à peu fixé le cadre dans lequel j'ai inscrit mon travail.

Un itinéraire dans les sciences sociales

La vertu est souvent fille de la nécessité. Il me faut sans doute remonter au moment déjà lointain de l'entrée en crise de la fugitive "école française de sociologie urbaine marxiste" – à laquelle je m'honore d'avoir contribué dans les années 1970 – pour observer dans mon travail les premiers signes de son cours actuel. Il s'agissait de mesures prises en urgence pour faire face à une situation à laquelle se trouvait soudain confronté un jeune chercheur gratifié de certains succès, doté de fortes certitudes intellectuelles et appuyé alors sur un courant international de recherche d'une certaine ampleur. Dans un article de 1988 (publié d'abord au Brésil et au Royaume-Uni, puis dans diverses langues), j'ai esquissé une histoire de la recherche urbaine en France au cours des vingt années précédentes. L'exercice était difficile, impossible sans doute, pour un acteur de l'histoire qu'il prétendait conter. Il s'agissait au fond d'un plaidoyer pro domo doublé d'une protestation contre ce qui m'apparaissait comme une sociologie désormais intéressée à décrire de

petites choses plutôt qu'en expliquer de grandes. Mais il y avait aussi dans cette réflexion une tentative pour objectiver sociologiquement l'expérience collective d'une fraction de génération et pour expliciter ses conditions de possibilité. Je découvrais, après Michel Amiot, que si nous avions été contre l'Etat, cela avait été vraiment tout contre et qu'il fallait sans doute comprendre cette aventure comme un avatar d'un rapport de la science sociale à la réforme de la société qui avait déjà une longue histoire.

D'où un intérêt pour aller observer dans le passé d'autres formes qu'avait pu prendre la revendication de savants réformateurs et de réformateurs savants à faire servir la science à l'amélioration des choses et des gens. À cet égard, la période où naquit l'urbanisme de plan comme discipline, savoir-faire et profession (soit les années 1900-1930) fournissait un très bon terrain. Je pouvais y reconverter efficacement mon capital de notoriété et une compétence accumulée sur les choses urbaines. La conjoncture s'y prêtait : pour des raisons liées à l'entrée en crise des croyances aménagistes, un vaste chantier s'ouvrait sur ce thème dans le monde de la recherche architecturale, que ralliaient alors en nombre des sociologues – les historiens ne devaient s'investir dans ce champ que plus tard. J'entrepris alors, seul ou en collaboration, une série de travaux sur la réforme urbaine qui comprenait une importante dimension comparative avec la Grande-Bretagne et, surtout, les Etats-Unis. Une réflexion plus large sur les mondes de la réforme sociale s'en suivit, toujours vivante dans mes recherches actuelles et à venir. Ces travaux furent entrepris avec des méthodes tâtonnantes mais, sous le feu de la critique, j'ai peu à peu raffermi la batterie de notions et les outils techniques mis en oeuvre et, surtout, le rapport à l'archive dont je découvris bientôt qu'il était la condition pour ne pas reprendre, sans même s'en apercevoir, des récits sédimentés sur le passé qui font eux-mêmes partie de l'objet à analyser.

Si les historiens sont prévenus contre l'anachronisme – de tous les péchés, le plus impardonnable disait Marc Bloch – si les anthropologues le sont contre l'ethnocentrisme, les sociologues ne disposent pas d'antidote très puissant contre un mal analogue auquel ils n'ont même pas jugé utile de donner un nom. Choisir mes terrains dans le passé a été pour moi, comme pour d'autres sociologues de ma génération, un moyen utile pour remettre en cause les évidences communes du moment. L'intérêt pour le passé était aussi, il faut l'avouer, une prudente retraite du présent et une tentative pour me mettre à l'abri des injonctions faites aux sociologues de se rendre utiles en répondant aux questions qu'on leur pose plutôt qu'en essayant d'en poser eux-mêmes. Pour protéger mon indépendance de pensée par rapport aux tentations de l'expertise ou de la prophétie, je n'ai rien trouvé de mieux à ce jour que de revendiquer une stricte séparation entre le savant et le citoyen : posture fondée sur une séparation difficile à soutenir – pour qui n'est pas positiviste – entre deux registres de croyance liés de multiples façons, posture en outre qui ne peut que mettre en porte à faux aujourd'hui un sociologue qui prétend s'intéresser aux villes. Mais posture cependant viable et nécessaire.

La réflexion critique sur ce qui fut le premier moment de ma formation de sociologue porta d'autres fruits encore. Ce fut alors que j'acquis une vive conscience qu'en matière de science, les temps changent et, avec eux, le tissu même de nos savoirs : théories, objets, méthodes, traditions. Même si une telle expérience entraîne nécessairement une baisse sensible du niveau de croyance dans les idées du jour comme dans la présentation du jour des idées d'hier – tous ces objets devant à mon avis être traités selon un principe de symétrie – je ne pense pas que cette posture entraîne un banal et paralysant relativisme : elle ouvre au contraire un immense chantier, celui de l'étude des relations entre les sciences sociales et les sociétés qui en sont à la fois le cadre et l'objet. Plusieurs expériences de recherche, qui firent naître de nouvelles rencontres intellectuelles, m'ont permis de m'équiper pour ce nouveau voyage.

Une des plus importantes fut celle de Gareth Stedman Jones auprès duquel je suis allé passer une année à Kings College Cambridge (1988-1989). Je travaillais alors à mon livre Naissance du chômeur (1994), qui témoigne d'un moment de transition et d'hésitation. Ce travail était nourri de la lecture de l'histoire sociale britannique issue d'E.P. Thompson et de son *The Making of the*

English Working Class (1963), historiographie qui commençait seulement alors à servir d'appui à un renouvellement de l'histoire sociale en France. Mon travail s'appuyait aussi sur les réflexions sur les voies multiples de l'industrialisation que développaient alors des sociologues ou économistes pratiquant effectivement la recherche historique comme Alain Cottureau, Jonathan Zeitlin ou Michael Storper. Avec ces travaux, je découvrais que les multiples formes de la relation de travail ne se laissaient pas enfermer dans le récit linéaire de l'irrésistible développement de la grande industrie "fordiste". Mais la lecture de *Outcast London* (1971) puis de *Languages of Class* (1983) de Stedman Jones fut un choc d'une plus grande portée encore : loin de ce que j'avais appris jadis sur les prénotions et la rupture épistémologique (notamment dans le séminaire de Bourdieu, Chamboredon et Passeron de 1966-1968 dont devait naître le *Métier de sociologue*), j'observais les profits d'intelligibilité que l'on gagnait à prêter attention au sens donné à leur action par les acteurs eux-mêmes et à la façon dont ce sens pouvait être l'objet d'actions interprétatives postérieures à la fois erronées et historiquement signifiantes. J'observais aussi que le moment de la mise en forme des problèmes est crucial pour faire advenir les tensions du réel social dans le registre de l'action humaine et cadrer les formes de celle-ci. Du même coup, je m'apercevais que ce qu'on appelle ordinairement "réalités" et "représentations" n'étaient pas dans un rapport d'extériorité, mais que les premières ne pouvaient devenir un objet d'action que par la médiation des secondes, et qu'en outre celles-ci constituaient la matière même des archives qui nous donnaient accès au passé. Qu'aux Etats-Unis, ces nouvelles perspectives fussent déjà traduites dans le langage d'un linguistic turn ne me faisait ni chaud ni froid – bien que par la suite cette controverse nord-américaine a pu faire obstacle à la réception du programme "les Mots de la ville" dans les contrées de langue anglaise. Que les postures intellectuelles auxquelles j'étais parvenu par le détour de l'histoire fussent pour une part déjà présentes dans mon environnement familial avec Bourdieu ou Foucault ne m'échappait pas. Qu'elles fussent d'autres manières fondatrices chez Goffman ou Becker m'était alors plus difficile à apercevoir, car les conditions d'introduction de ce qu'on commençait à appeler interactionnisme symbolique dans le champ sociologique français en avaient fait conjoncturellement un instrument de disqualification de toute sociologie qui ne considérait pas que le rapport social s'épuisait dans l'interaction immédiate. Ce malentendu fut bientôt levé, mais il fut à l'origine de ma curiosité pour les sociologues de Chicago et les usages de ceux-ci.

Ma recherche sur les origines de la catégorie de chômeur s'appuyait aussi sur le développement, en France même, de multiples enquêtes nées de la position théorique selon laquelle les catégories d'analyse du social sont elles-mêmes un produit de la société. Bourdieu et son atelier avaient ouvert la voie dans les années 1980 (et notamment Boltanski avec les *Cadres* 1982), offrant un appui à des développements autonomes et largement endogènes à d'autres disciplines qui plaçaient la question de la genèse des catégories au cœur d'un renouvellement de l'anthropologie, de la science politique et de l'histoire de la statistique. J'ai tenté plus tard (2003) de décrire – donc de contribuer à faire exister – cette période où une "humeur réflexive" s'était emparé des sciences sociales dans un texte écrit en hommage à Bourdieu après le décès de celui-ci. Dans *Naissance du chômeur*, si la prise au sérieux du langage me fit entreprendre une large enquête de sémantique historique, les travaux de Desrosières et Thévenot jouèrent aussi un grand rôle dans mon étude des formes du comptage des chômeurs et de la statistique du chômage. C'est cet aspect de mon travail qui me conduisit à la rencontre – décisive du double point de vue de la légitimation de mon travail et de l'équipement théorique de celui-ci – avec les science studies britanniques et nord-américaines, qu'il s'agisse de leur version sociology of social knowledge comme de leur mise en pratique plus historienne. Une convergence très roborative m'apparaissait entre cette jeune école venue d'Edimbourg et des traditions de recherche françaises, développées notamment par des historiens du XVIIIe siècle, de Jean-Claude Perrot à Roger Chartier, Bernard Lepetit ou Jean-Yves Grenier. Un séminaire tenu en commun à l'EHESS avec Lepetit de 1989 au décès prématuré de mon partenaire en 1996 fut un moment privilégié de confrontation avec cette approche historienne des savoirs : j'y ai mis en discussion la plupart de mes premiers travaux

empiriques sur les savants et la ville et commencé à préparer la publication collective intitulée *La ville des sciences sociales* (2001).

C'était aussi l'époque où les historiens groupés autour des *Annales* – au premier rang desquels Jacques Revel et Bernard Lepetit – s'efforçaient de redéfinir les lignes de force d'une pratique historique dégagée des présupposés qui avaient rendu possible l'époque conquérante de l'histoire économique et sociale, désormais considérée comme révolue. Mon souci de réflexivité en sciences sociales – en tous cas, ses instruments – doit au moins autant aux réflexions et mises en oeuvre historiennes sur les variations d'échelle et le jeu des catégories d'analyse qu'aux prescriptions de sociologues comme Jean-Claude Passeron (sur l'indiscernabilité épistémologique des disciplines dont la matière est historique) ou Pierre Bourdieu (sur la science de la science comme condition de la pratique de la science), malgré les diverses formes de renfort que je peux trouver chez ces pensées amies. Ce tournant réflexif doit aussi énormément à une aventure collective à laquelle je suis très attaché : la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire* qui, depuis sa création en 1990, contribue à développer le dialogue entre sciences sociales autour de l'historicisation de leurs objets et de leurs pratiques. Il s'est aussi largement nourri de l'expérience des directions de thèse, où la fécondité de cette posture pour former de jeunes sociologues et construire les objets de recherche dans des thématiques les plus diverses ne s'est jamais, je pense, démentie.

Pouvoirs, langages, savoirs : des chantiers entrelacés

Avant de présenter plus en détail les chantiers de recherche dans lesquels je suis actuellement engagé et qui vont m'occuper dans les années à venir, je voudrais essayer de mettre en lumière ce qui fait à mes yeux leur unité intellectuelle. Leurs thèmes empiriques sont le résultat d'un cheminement où les rencontres et les occasions ont joué un grand rôle, mais les questions à partir desquelles ils sont interrogés présentent une cohérence qui m'est apparue avec une clarté croissante au fil du temps.

L'étude des réseaux réformateurs de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles était une extension de mes recherches antérieures sur la naissance de l'urbanisme et la genèse de la catégorie de chômeur. Il s'agissait de saisir un objet – le monde des réformateurs – qui se présentait de façon insistante dans chacun des travaux spécialisés portant sur divers domaines de réforme, mais restait largement insaisissable à partir de ces points d'observation partiels. Il s'agissait d'abord d'explorer un monde social organisé par des institutions, des sociabilités, des réseaux de diverses sortes, monde ou champ dont les règles de fonctionnement propres nous étaient rendues presque invisibles par des découpages aujourd'hui familiers mais alors non stabilisés entre public et privé, administration et notabilité, professions et politique, science et action réformatrice. Il s'agissait aussi d'observer l'apparition d'une sphère d'action régie par d'autres règles que celle d'une démocratie représentative qui se mettait parallèlement en place, mais dont la légitimation par le suffrage était d'une autre nature que l'autorité fournie par la science mise au service du progrès. Il s'agissait enfin d'examiner comment les objets et méthodes d'action définis au sein de ce monde de la réforme reposaient sur un langage partagé, au-delà ou en-deçà des oppositions politiques ou religieuses qui pourtant marquaient si fortement l'époque. C'était bien d'un registre spécifique de la réalité sociale des nations industrielles du XX^e siècle qu'il s'agissait : celui qui définissait ce qu'on peut appeler la clôture réformatrice, à l'intérieur de laquelle pouvaient se produire de surprenantes convergences langagières et pratiques entre – pour s'en tenir à des clivages français – catholiques et républicains, entre socialistes et conservateurs, ou bien encore entre certaines politiques du Front populaire, de Vichy et de la Libération. Mon objectif est de montrer que les luttes qui occupent la scène politique sont loin de rendre compte de toutes les politiques publiques et, au-delà, de souligner que l'explication du XX^e siècle – et notamment de la mise en place des welfare states – à partir d'une histoire des idées politiques était un projet intellectuel inadéquat. Ce point de vue reçut le renfort de développements propres à la science politique française – notamment la théorie du référentiel (P. Muller) ou l'analyse des

catégories de l'action publique – mais il venait à l'encontre d'un fort regain d'une histoire des idées à l'ancienne (R. Rémond) ou rebaptisée histoire conceptuelle (P. Rosanvallon).

Dans la production des langages qui définissent la clôture réformatrice, les savants jouaient – et sans doute jouent encore – un rôle décisif. L'exploration des intrications entre le moment cognitif et le moment pratique de l'action publique m'a conduit à orienter mon travail vers une sociologie ou histoire sociale des savoirs sur la ville, d'abord les savoirs savants ou experts (programme "la Ville des sciences sociales"), un peu plus tard les savoirs pratiques incorporés dans la langue commune (programme "les Mots de la ville").

Pour illustrer le propos, j'évoquerai l'"urbanisme" ou "science des villes" (ailleurs town planning, city planning, Städtebau), qui commença à être revendiqué comme discipline scientifique autonome, corpus de savoir-faire et profession dans les années 1890-1910. Il s'agissait d'une combinaison nouvelle de schèmes cognitifs pour une part constitués de longue date et souvent transférés d'autres langages savants : unité de l'organisme urbain analysé en ses fonctions, unité de l'homme social et de son milieu, adoption d'une échelle spatiale – l'agglomération urbaine – inaugurant une définition de la ville qui rompait avec celle qui la regardait exclusivement comme cité politique. Les sciences sociales, qui connaissaient au même moment des redéfinitions épistémologiques et institutionnelles majeures, apportaient leur contribution à cette nouvelle construction cognitive. Savoir et action étaient ici étroitement liés, et la science des villes naissante offrait aux projets de réforme sociale de nouvelles légitimations, de nouvelles technologies et une expertise qui se voulait libérée de la politique. De la fin du XIXe siècle à aujourd'hui, les sciences de la ville offrent ainsi un observatoire privilégié du système des relations entre disciplines des sciences sociales, en même temps que des rapports entre celles-ci et les mondes de l'action. Déplaçons-nous maintenant un siècle plus tard. L'ambition scientifique et rationalisatrice des premiers urbanistes s'est dé faite. Depuis la moitié des années 1970, dans tous les pays où l'urbanisme de plan était devenu le sens commun des autorités savantes et politiques, le constat de sa faillite est énoncé. La science des villes dont le programme avait été fixé au début du XXe siècle semble à nouveau dissoute en savoirs techniques partiels, tandis que son projet rationalisateur est contesté de toutes parts et se trouve supplanté par de nouvelles constructions globales tournées vers d'autres objets et d'autres échelles – singulièrement une science économique recentrée sur le marché d'une part, l'écologisme d'autre part, le traitement des "exclus" enfin. Le vocabulaire de la "crise", dont la récurrence devrait pourtant conduire à se défier, suggère ainsi l'hypothèse d'une nouvelle rupture significative dans le champ des savoirs sur la ville. Le siècle qui commence dans les années 1880 présente ainsi une certaine unité.

Au cours de cette période qui est l'objet privilégié de mes travaux, les sciences sociales ont construit de nombreuses "villes": diversité et discontinuités sautent aux yeux dès que l'on s'écarte des récits rétrospectifs que cultivent les traditions disciplinaires. Chaque conjoncture modifie ainsi non seulement les objets que se donne la science mais la sélection et l'interprétation des oeuvres du passé: ainsi se fabriquent les "précurseurs", les "fondateurs" et les "influences" dans un récit toujours nouveau d'une histoire jamais résolue. S'offusquer des mythologies savantes qui résultent d'un tel processus est donc vain: elles sont nécessaires aux déplacements de visée et de langage qui font l'histoire de nos disciplines. Une mise en doute des lectures ordinaires peut cependant être féconde si elle conduit à de nouvelles enquêtes sur les oeuvres et à une intelligibilité renouvelée de celles-ci. La méthode que j'ai d'abord privilégiée prenait pour objet des oeuvres singulières : leur production, leurs usages, leurs destins. S'agissant de livres de science, ils participaient au moment où ils sont écrits à une conversation entre savants, précisément inscrite dans les champs scientifiques du temps. S'agissant de livres de sciences sociales, ils étaient pris aussi d'emblée dans le registre plus large de discours sur la société dont les moments pratiques et cognitifs sont indissociables. Je me suis efforcé de montrer que l'on peut tenter de restituer méthodiquement les contextes de production et de réception immédiate de ces oeuvres et, ainsi, faire entrer dans le champ de l'enquête les contenus de science qu'ont souvent laissé de

côté les travaux centrés sur le thème de l'institutionnalisation des disciplines. J'ai par la suite essayé d'autres voies qui partaient du constat que les savants sont des êtres sociaux qui font beaucoup de choses, parmi lesquelles des livres : l'enquête pouvait alors prendre la forme de l'étude d'une conjoncture particulière dans laquelle s'inscrivent les savants (l'année 1925 à Chicago, par exemple, ou les rénovations urbaines des années 1950-1970), ou celle d'une quasi-ethnographie de la vie quotidienne d'un homme de science (les promenades urbaines de Halbwachs à Paris vers 1900 ou à Chicago en 1930), ou alors celle de l'examen d'un genre littéraire qui apparaît par la mise en série d'écrits savants et profanes (le récit d'exploration urbaine).

Les livres de sciences sociales peuvent être ainsi manipulés méthodiquement pour être un instant dépouillés de leur statut de textes et transformés en documents. C'est là mettre en oeuvre une approche "historiciste" des oeuvres de science – qui n'est à mes yeux qu'une sociologie de la science bien comprise. Sauf à tomber à nouveau dans l'illusion positiviste, cet historicisme ne peut être qu'"engagé". L'histoire, comment l'oublier, s'écrit toujours au présent. Dès lors la double question de la spécificité et de l'utilité de cette manière coûteuse d'approcher l'histoire de nos disciplines ne peut être esquivée. Le passé est un enjeu du présent, celui des disciplines scientifiques ne fait pas exception, tout particulièrement dans les sciences sociales où contrôler l'histoire ou la mémoire du groupe savant est un moyen d'y asseoir une autorité. Le commentaire des oeuvres d'autrui – auteurs du passé ou contemporains – est une activité constitutive des champs disciplinaires, mais le commentaire ne parle pas seulement de ce qu'il commente, il affirme l'autorité du commentateur à commenter. Un double réseau se met ainsi en place: celui des objets de commentaire, qui lie entre eux des choses et des auteurs, des morts et des vivants; celui aussi des commentateurs, en un collège virtuel où les autorités se revendiquent, se reconnaissent et se redistribuent. Dans la vaste gamme des tactiques de la concurrence au sein des mondes savants, le contrôle du passé n'est pas la moins importante, comme les enquêtes historiques sur l'écriture des histoires des sciences sociales commencent à le montrer. Les diverses tactiques que l'observation relève concernent aussi bien les postures "historicistes" que "présentistes" vis-à-vis de l'histoire des disciplines : les premières n'ont aucun privilège d'extraterritorialité, d'autant moins que, pour l'essentiel, l'histoire des sciences sociales, même si elle peut constituer une spécialité, reste écrite par des pratiquants des disciplines concernées.

Toutefois, si l'historicisme est bien une tactique de conquête de l'autorité savante elle présente pour spécificité de viser à contrôler le passé en montrant que nul ne peut le contrôler, qu'il n'appartient à personne car il n'appartient pas au présent. Affirmant que le marché du passé disciplinaire est ouvert à tous, l'historicisme est libéral. Exigeant que les entrants s'imposent les disciplines ordinaires de l'enquête, il s'efforce aussi de fixer un prix d'entrée, mais dans une monnaie disponible en abondance. Son argument premier est directement en prise sur une valeur scolastique commune: en se débarrassant des anachronismes, effets de tunnel et mythes d'origine, en replaçant l'oeuvre "dans son temps" on lit mieux, tout simplement. Restituer les conditions de la production des oeuvres du passé, c'est se donner une chance de les aborder de façon moins instrumentale et d'en retrouver la fraîcheur, de mieux saisir leur part d'incommensurabilité et ses raisons. Examiner la suite de leurs réceptions, c'est mieux comprendre pourquoi nous les lisons encore, comment elles sont arrivées jusqu'à nous et chargées de quels sédiments. C'est une chance, en outre, de retourner à nos recherches de façon différente, plus distanciée.

L'historicisme en histoire des sciences sociales se doit d'être réflexif de double façon: il n'a pas le droit de s'illusionner sur sa propre portée, il est aussi un puissant moyen de développer une pratique réflexive des sciences sociales aujourd'hui. De la même façon que le voyageur ne quitte jamais vraiment le lieu d'où il est parti et pourtant revient transformé, le détour par le passé de sa discipline, s'il est ainsi conçu, ne peut laisser le chercheur tout à fait indemne. Le contraste avec les histoires "présentistes" est ici massif : celles-ci confortent, puisqu'elles confirment toujours que nos questions ou nos réponses sont les bonnes; celui-là dérange, au contraire, beaucoup

d'évidences supposées. L'histoire des disciplines n'est donc pas seulement une spécialité respectable et innocente. Elle est une gymnastique de l'esprit qui l'entraîne à aborder les pratiques de la science d'aujourd'hui de la même façon que celles d'hier, invitant ainsi à une pratique modeste des sciences sociales. Elle est un moyen d'affaiblir un des plus solides obstacles à la réflexivité : le discours anachronique sur le passé des savoirs. Elle dirige, surtout, l'attention des savants vers de nouveaux objets, suggère de nouvelles façons de faire, promet ainsi de nouvelles découvertes. La liste serait longue des entreprises de ce genre qui ont bouleversé la façon de pratiquer nos sciences en développant ce qu'on pourrait appeler un constructivisme méthodologique: que l'on pense à l'histoire des catégories et usages de la statistique, à celle des pratiques et conséquences de l'anthropologie, ou à la mise en jeu réglée en histoire des écarts entre les représentations d'aujourd'hui et celles des acteurs du passé. Le projet d'une sociologie des savoirs s'inscrit ainsi dans une conjoncture intellectuelle qui lui assure de rencontrer des démarches homologues dans d'autres disciplines.

Plus difficiles à documenter sont les savoirs communs et leurs rapports à l'action. Une voie pour le faire est l'attention aux usages du langage et, tout particulièrement, des lexiques. De façon analogue à la sociologie des savants et des sciences qui vient d'être décrite, la posture adoptée dans le programme "les Mots de la ville" est résolument descriptive : nous observons les significations des mots en étudiant leurs usages – usages pour l'essentiel figés dans des traces écrites, ce qui est une limite de la méthode. Nous nous écartons du genre "dictionnaire historique et critique", fréquemment pratiqué, par les géographes par exemple, où la dimension normative est prévalente. Nous ne nous intéressons pas du tout à la critique des concepts à l'aide desquels est pensé le monde urbain ou à la recherche d'une meilleure terminologie. Nous ne prétendons pas à une position de surplomb sur un discours disciplinaire, nous essayons de restituer les significations effectivement données aux mots par des locuteurs – fussent-elles floues, ambiguës, contradictoires. Ce qui nous intéresse ce sont les mots de tous les jours, ceux qui sont utilisés par tout le monde pour dire la ville et y agir. C'est la langue commune que nous cherchons à décrire et non les langues savantes et administrantes. Nous avons donc écarté les jargons de tribus qui pourtant parlent beaucoup des villes : administrateurs ou ingénieurs, géographes ou sociologues, planificateurs ou autres professionnels de l'urbain. Il arrive toutefois que des mots nés dans ces mondes soient entrés dans la langue commune : dans ce cas, nous les retenons – souvent pour observer combien ce changement de registre en modifie le sens. Notre entreprise est donc distincte des dictionnaires de l'urbanisme et de l'aménagement qui, périodiquement, tentent de fixer et normer les langages techniques.

Certaines des avancées majeures récentes de la sémantique historique ont été dues à des chercheurs qui s'intéressent à l'histoire des concepts socio-politiques. Nous nous appuyons sur leurs méthodes, mais les mots qui nous intéressent ne réfèrent pas à des concepts abstraits : la nation, la démocratie, la révolution, dont la définition peut varier avec les conceptions que se fait le locuteur de la chose politique, ils réfèrent – ou, du moins, paraissent référer – à des choses matérielles qui seraient déjà là avant qu'on ne les nomme : une ville, une rue, une maison. Le degré d'évidence des significations des mots de la ville paraît donc très élevé, et cela qui contribue à la difficulté et au piquant de l'entreprise. Les signifiés des mots qui nous intéressent seraient constitués indépendamment des signifiants – et, par conséquent, les variations sémantiques au cours du temps ou entre langues que notre enquête veut saisir tiendraient simplement au fait que les choses étant différentes, il faut bien que les mots expriment ces différences. S'il en était ainsi, notre projet s'effondrerait – ou, du moins, perdrait l'essentiel de son intérêt. J'ajouterai que nous ne nous intéressons pas, comme désormais nombre d'historiens ou de penseurs de la ville, aux "représentations urbaines" en général, à ces formes discursives ou iconiques à travers lesquelles les acteurs historiques commentent le monde social : nous travaillons, de façon plus étroite et, il faut le dire, plus austère, sur des processus de désignation et de nomination et sur la cristallisation de leurs résultats dans le lexique. Cette dernière remarque permet de poser assez clairement

L'hypothèse centrale de l'entreprise et, en même temps, son enjeu intellectuel : les mots de la ville ne font pas que décrire le monde urbain, ils contribuent à le constituer. En désignant des objets, les mots les rassemblent tout en les séparant d'autres objets, les ordonnent, les qualifient et les évaluent. Les mots réalisent constamment des opérations de classement, dans des systèmes catégoriels plus ou moins complexes. Ils ne font donc pas que décrire, ils constituent des formes de l'expérience du monde et de l'action dans celui-ci. Les mots sont un héritage, ils sont aussi des créations des acteurs historiques et des outils pour l'action : écrire des histoires de mots est pour nous une façon particulière et intéressante d'approcher l'histoire sociale des villes.

Cela posé, on comprendra mieux que certains développements qui ont marqué les sciences sociales depuis une ou deux décennies et qui sont au centre de mon questionnement ont été fondamentaux pour la définition du programme "les Mots de la ville". L'émergence d'une posture réflexive est, bien entendu, une de ses conditions de possibilité. Poursuivant et radicalisant le questionnement d'un Marc Bloch, nombre d'historiens ont, plus récemment, placé au centre de leur réflexion de méthode la distance entre le vocabulaire de leurs sources et le vocabulaire de notre temps. Nos catégories et celles de l'époque que nous étudions ne sont pas identiques et il serait vain, quand nous abordons le passé, de prétendre mettre simplement de côté notre propre équipement intellectuel. Plus fécond est de rendre explicite ces différences et de les faire travailler. Plusieurs tâches découlent de cette perspective. Il convient d'abord d'enquêter sur les catégories du passé, de façon à marquer fermement ce qui les différencie des nôtres. On observe alors, particulièrement dans les périodes de changement historique rapide (comme, par exemple, le XVI^e ou le XVIII^e siècles européens), que ces catégories étaient elles-mêmes diverses : les sociétés du passé étaient divisées comme les nôtres, les façons de les dire et de les penser étaient plurielles et, souvent, portées par des acteurs en compétition. Ainsi, en même temps que des anthropologues mettaient en cause la notion unificatrice de "culture" qui contraint de penser les sociétés humaines comme des tous homogènes, des historiens ont commencé à être plus attentifs aux différenciations culturelles et à interpréter ces différences comme autant de façons de prendre position dans le monde social et d'agir sur lui : l'enquête sur les changements lexicaux et les usages des mots est un puissant moyen pour accéder aux luttes de classement et de dénomination du passé. Une autre tâche, corrélative de la précédente, concerne nos propres catégories de description. Il convient non seulement de les expliciter (ce qui est la moindre des choses), mais aussi de les traiter comme des produits de l'histoire : nos catégories aussi sont nées dans des conflits historiques et il est nécessaire, pour les utiliser correctement, d'abord de les décrire anthropologiquement, mais aussi d'examiner les conditions dans lesquelles s'est imposée leur évidence. Une telle posture réflexive désigne à l'enquête de nouveaux objets, parfois de grande ampleur, et conduit à observer que les vocabulaires savants (nos chers concepts) ne sont pas aussi détachés qu'on le rêve parfois des vocabulaires communs ou, du moins, des vocabulaires de l'action. De ce traitement symétrique de nos lexiques savants et de tous les autres découle sans doute la possibilité d'une véritable épistémologie historique. On n'y perd pas au change, je crois.

Un autre développement qui fut crucial pour notre programme est l'usage en sciences sociales des acquis de la linguistique pragmatique. D'une façon analogue à ce qui s'était produit à l'âge d'or du structuralisme, les sciences sociales puisent aujourd'hui une part de leurs outils dans la linguistique, une linguistique qui, bien sûr, a beaucoup changé depuis l'époque où prévalait le paradigme saussurien. Sociologues, anthropologues, historiens sont plus attentifs aujourd'hui aux actes de langage, aux situations d'énonciation, aux effets performatifs de la parole. Ils tentent de se faire socio-linguistes, avec maladresse parfois, avec conviction toujours. Un troisième élément qui mérite d'être mentionné est la montée en puissance de divers paradigmes "constructivistes". Comme tous les mots en "isme", celui-ci n'est guère adapté pour décrire des tendances de recherches apparues de façon contemporaine dans des sites parfois éloignés les uns des autres, dans des vocabulaires scientifiques variés et selon des intentions parfois contradictoires –

tendances qui ne peuvent donc être placées sous une bannière d’“école”. Néanmoins, la notion de construction sociale de la réalité, bien que diversement mise en oeuvre, désigne une façon de faire en sciences sociales qui présente quelques propriétés communes et, à mes yeux, une fécondité solidement attestée. “Dire, c’est faire”, posait Austin. Pas toujours et pas vraiment. Néanmoins, décrire, classer, juger, prescrire sont, en effet, des actes qui font plus que dire le monde, mais qui contribuent à le constituer. À certaines conditions, bien sûr : il faut que les locuteurs soient reconnus par d’autres comme disant légitimement le vrai – et cela ne va pas de soi. Mais, dans les processus qui constituent les groupes sociaux, les nations, les groupes-cibles des institutions, les problèmes à résoudre par celles-ci, les luttes autour de la nomination et du classement des choses et des gens jouent un rôle essentiel. C’est en ce sens, limité mais crucial, que les mots de la ville contribuent à faire celle-ci.

II. Des chantiers actuels

Trois chantiers sont en cours et seront développés dans les années à venir. Deux d’entre eux impliquent des collaborations internationales d’une certaine ampleur, dont j’assume la responsabilité scientifique : d’une part, une enquête sur la sociologie des réseaux réformateurs et scientifiques en Europe (fin XIXe-XXe siècles), qui poursuit et élargit un travail personnel et collectif plus ancien qui portait sur la France des années 1880-1914 ; d’autre part, le programme “les Mots de la ville”, dont l’objectif actuel est la production d’un dictionnaire historique des lexiques urbains dans huit langues. Mon troisième chantier est plus personnel : il concerne le développement de mes travaux d’histoire et sociologie des sciences sociales.

1. Une sociologie des réseaux réformateurs et scientifiques en Europe, fin XIXe-XXe siècle

Ce chantier a été engagé il y a dix ans – quand j’élargissais mes travaux sur la question urbaine et celle du chômage – en constituant un groupe de chercheurs désireux de contribuer à une sociologie du monde des réformateurs français au début de la Troisième République. Cette première la recherche a abouti en 1999 à la publication d’un ouvrage collectif. Poursuivi depuis en mineur par la mise en place de grosses bases de données en vue d’une analyse de réseaux, ce chantier va maintenant rebondir avec un projet international important actuellement soumis à l’Agence nationale pour la recherche (Europhilnet).

Les réseaux réformateurs en France, 1880-1914 (recherche réalisée en 1996-1999)

Au fil de mes travaux sur la réforme urbaine et sur la question du chômage, il m’est apparu que les mêmes acteurs étaient présents dans de nombreux autres domaines de l’action réformatrice. Depuis une dizaine d’années, en effet, les recherches sur ces questions se sont multipliées en France : on peut citer, dans un désordre volontaire, les sciences sociales et l’urbanisme, la criminologie et les assurances sociales, la philanthropie et la statistique du travail, la lutte contre le chômage et les habitations à bon marché, le municipalisme et le taylorisme, l’économie politique et le mutualisme. Ces travaux, en s’attachant à retracer l’histoire de milieux spécialisés, ont mis en lumière l’existence de multiples points de rencontre entre le domaine qu’ils étudiaient et ceux explorés par d’autres. D’où l’intérêt d’un travail collectif qui permet de rassembler les résultats obtenus par chacun et de réexaminer l’objet à partir de ce nouveau point de vue. Le séminaire de recherche que j’ai conduit à l’EHESS sur ce thème avait donc pour objectif de contribuer à l’analyse la genèse et la topographie des milieux réformateurs en France dans la période 1880-1914.

Pendant ces quelques décennies fondatrices, dans des domaines très divers de l’action et de la pensée, apparurent de nouvelles représentations de la société et de ses “problèmes”, en même

temps que de nouvelles méthodes pour les traiter. Les hommes (contrairement à ce que l'on observe au même moment dans d'autres pays, les femmes étaient ici peu nombreuses) qui étaient engagés dans ces mouvements étaient différents par leurs itinéraires sociaux, leurs spécialisations, leurs positions vis-à-vis de la politique. Et cependant, ils avaient un air de famille. Parfois en conflit sur les "solutions", ils étaient en train de redéfinir les "problèmes sociaux" dans des termes qui comportaient, d'un domaine à l'autre, des similitudes remarquables. Cette reformulation devait bientôt devenir le sens commun et constituer le socle de réalisations, notamment, mais pas seulement, de politiques publiques. C'est en ce sens qu'il peut être opératoire de considérer ces acteurs divers sous une même catégorie de "réformateurs". Sans doute, ils étaient divisés en courants distincts, selon les spécialités ou professions dont ils travaillaient à établir la légitimité, ou selon les orientations intellectuelles et politiques qui étaient les leurs. Néanmoins, ils nouaient entre eux de multiples relations. Par une série de réseaux, se constituait ainsi une "nébuleuse réformatrice" au sein de laquelle, directement ou de proche en proche, tout le monde parlait à tout le monde dans un langage largement commun. Le séminaire avait pour objet l'étude de ces réseaux, des formes et du recrutement des groupements réformateurs (associations, congrès, revues, institutions d'enseignement, administrations, etc.), l'identification de leurs lieux de rencontre et intersections, la prosopographie des populations concernées et notamment des noyaux dirigeants, la biographie de personnalités-clefs.

Les questions soulevées par une telle orientation de recherche sont nombreuses. Comment se constituent des champs spécialisés de réforme et quelles sont les voies de leur éventuelle institutionnalisation ou professionnalisation ? Comment se différencient les agents selon les champs et à l'intérieur de chacun d'eux ? Les positions et trajectoires sociales des individus permettent-elles de rendre intelligibles leurs positions dans les divers domaines où ils interviennent ? Quelles relations s'établissent entre moment cognitif et moment pratique, entre catégorisations, diagnostics et prescriptions, et ces relations sont-elles homologues d'un domaine à l'autre ? Enfin, question essentielle, dans quelle mesure les différences politiques constituent-elles un principe pertinent de clivage ? Cette approche centrée sur une sociologie des acteurs invite à revisiter certaines évidences supposées énoncées par l'histoire des idées et l'histoire politique de la période. Les résultats du séminaire, longuement réélaborés, ont pris la forme d'un ouvrage publié en 1999.

Publications

TOPALOV (Christian). "Langage de la réforme et déni du politique. Le débat entre assistance publique et bienfaisance privée, 1889-1903", *Genèses* (Paris), n° 23, juin 1996, pp. 30-52.

TOPALOV (Christian). "La notion de réforme et l'analyse des débuts de la III^e République" (Communication à Western Society for French History, 26th Annual Conference, Boston/Lynnfield, Massachusetts, 4-7 novembre 1998), 28 p.

TOPALOV (Christian) (sous la direction de). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, 574 p.

TOPALOV (Christian). "Les 'réformateurs' et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche". In: Christian Topalov (ed.). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. 11-58.

TOPALOV (Christian). "Investissements réformateurs et formation du champ". In: Christian Topalov (ed.). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. 355-474.

Réseaux philanthropiques et réformateurs dans de grandes villes européennes, fin XIXe-début XXe siècle (projet à engager à l'automne 2006)

Le chantier qui donna lieu à la publication de *Laboratoires du nouveau siècle* ne s'acheva pas avec cette publication car la mise en lumière de certains des réseaux qui organisaient les mondes de la réforme sociale avait suggéré tout l'intérêt d'un travail systématique permettant d'en dessiner une carte plus complète en vue d'établir, infirmer ou modifier ce qui restait, et reste actuellement, un ensemble articulé d'hypothèses. J'ai d'abord travaillé à un tel projet en collaboration avec des collègues du CSU (Françoise Battagliola et Susanna Magri) et plusieurs doctorants, dans la perspective d'associer des chercheurs d'autres institutions lorsque la méthode aurait fait ses preuves. La première étape a été la mise au point d'un outil assurant une saisie confortable et sûre de données portant sur des dizaines d'institutions et des milliers d'individus, ainsi qu'un interface efficace avec les logiciels d'analyse de telles données. Nous utilisons un logiciel puissant de base de données relationnelles (4e dimension) qu'il a fallu développer en fonction de nos besoins spécifiques. S'assurer la collaboration d'un programmeur compétent a été une véritable course d'obstacles – situation générale qui n'est pas sans effet sur le tour "qualitatif" et artisanal des recherches des sociologues dans les unités CNRS. Avec mes collègues du CSU, nous constituons une base de données concernant les réformateurs français (parisiens surtout) dans la période 1889-1914. Je travaille par ailleurs à une base de données concernant les réformateurs new-yorkais à la même époque. La saisie des données a commencé depuis environ trois ans et j'ai commencé les premières analyses sur la base de données new-yorkaise en janvier 2002 en utilisant Ucinet.

Publications

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian), avec MONIER (Jean-Louis) *Base Bio*. Une base de données relationnelles. Réseaux, biographies, bibliographies. Manuel de l'utilisateur. Paris, Cultures et sociétés urbaines, 2001, 74 p.

TOPALOV (Christian). "Une 'société civile' internationale en 1900 ?". (Colloque "Actions associatives. Solidarités et territoires", Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 18-19 octobre 2001). Communication (10 p.)

TOPALOV (Christian). "French 'Bienfaisance' with a British Future : How Did Charity Protagonists give Meaning to their Action in the Early 3d Republic (1870-1918) ?" (Workshop : "Western European Concepts of 'Welfare', 'Philanthropy' and 'Charity' : Changes in Meaning over Space and Time, c. 1800-1940", Rothschild Archive, Londres, 10-11 octobre 2005). Communication (13 p.)

Ce chantier empirique a été relancé et élargi par la mise en place d'un réseau international de chercheurs intéressés par nos hypothèses. Il a pris forme à la suite d'un colloque tenu à Londres aux Archives Rothschild sur la philanthropie européenne et de la mise au point d'un projet de recherche en coopération. Soumis à l'ANR en mars 2006 sous ma responsabilité scientifique, ce projet (Europhilnet) se propose d'étudier les réseaux philanthropiques dans plusieurs villes européennes : Londres, Paris, Bâle et Genève (fin XIXe -début XXe siècles). Fortement interdisciplinaire, il réunit trois équipes de sociologues et historiens – Pour Paris: C. Topalov (EHESS et CNRS), F. Battagliola, S. Magri (CNRS), S. Baciocchi (EHESS) – Pour Bâle et Genève: T. David, M. Mazbouri, J.M. Schaufelbuehl (U. de Lausanne), B. Schumacher (Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft) – Pour Londres: K. Weber, C. Soulié, C. Leglaive (Rothschild Archive), R. Liedtke (U. Giessen).

Nous considérons ici les familles, groupes et sociétés philanthropiques comme des milieux sociaux. Divers de nombreux points de vue (base sociale, religion, politique, objectifs), ils entretenaient des relations complexes de concurrence et de coopération. Cependant, en dépit des

leurs différences ou oppositions, ils partageaient certaines convictions, des méthodes d'action, un langage en partie commun. Nous voulons étudier comparativement les individus, les institutions et les réseaux qui constituaient ces milieux philanthropiques. Nous avons choisi des villes comme unités d'observation car elles étaient à cette époque des acteurs collectifs puissants et une bonne échelle pour analyser la sociabilité des classes moyennes et supérieures. Nous voulons aussi étudier les institutions, relations et réseaux transnationaux dans lesquels ces villes étaient impliquées.

Un des aspects originaux de ce projet est de combiner les approches comparatives et celles de l'histoire croisée, mais aussi des outils statistiques relativement sophistiqués avec des méthodes inspirées de l'ethnographie et de la micro-histoire pour analyser et interpréter de vastes bases de données. Une autre originalité du projet est son ambition. Beaucoup de travaux existent déjà sur certaines institutions ou groupes du monde de la philanthropie. Nous pensons qu'il est temps de s'engager dans une nouvelle étape, grâce à l'aide de l'ANR, qui a la volonté et la possibilité d'apporter son soutien à de plus vastes projets en collaboration. Nous voulons mettre au point et nourrir une série de bases de données dans lesquelles seront accumulées des informations aussi complètes que possible sur les institutions et individus impliqués dans les activités philanthropiques. Cela permettrait de renouveler la connaissance du fonctionnement de ces milieux qui furent (le sachant ou non) à la racine à la fois des Etat-Providence nationaux et d'une longue tradition d'associationnisme qui fut longtemps rendue invisible et se trouve maintenant redécouverte. Ce projet contribuerait à accumuler des données nominatives sur les élites urbaines à une échelle européenne, données utilisables par la suite à partir d'autres préoccupations. Il procurerait des outils pour explorer d'autres types de réseaux sociaux vastes et organisés en institutions à d'autres époques, jusqu'à aujourd'hui.

Nous utilisons ici le mot "philanthropie" dans un sens large, qui comprend à la fois les initiatives charitables et des projets plus vastes, y compris ceux qui visaient à des réformes des politiques publiques et de la société. Les années 1880-1920 sont une période cruciale : 1/ ce fut une époque d'intense activité pour les philanthropes et l'initiative privée (individuelle ou collective) en matière sociale, 2/ la "question sociale" du XIXe siècle était en voie d'être redéfinie et décomposée en une série de "problèmes sociaux" distincts, traitables scientifiquement, 3/ le rôle croissant des pouvoirs publics locaux et centraux appelait une nouvelle division du travail entre initiative publique et privée. C'était le début d'une nouvelle ère, comme aujourd'hui où la philanthropie – les "ONG" – revient au centre de l'arène publique. Notre projet espère être une contribution forte au nouvel intérêt qui s'exprime à l'échelle internationale pour les dynamiques de l'associationnisme.

Du point de vue méthodologique, nous combinerons cinq approches : 1/ La prosopographie (ou biographie collective): des informations biographiques (abondantes ou minimales) seront collectées sur chaque individu de la base, pour une analyse quantitative et qualitative ; 2/ La biographie (trajectoire détaillée): pour certains personnages importants ou jugés typiques ; 3/ Les analyses de réseaux (entre individus et entre institutions) seront un moyen privilégié pour éclairer la structure sociale des milieux philanthropiques, ce qui n'a jamais été réalisé auparavant ; 4/ Les méthodes comparatives : la condition essentielle pour comparer les structures apparues dans les études de villes est de s'assurer de la comparabilité des données recueillies et de la connectabilité des outils ; 5/ Les méthodes de l'histoire croisée : étude des congrès internationaux, des groupes philanthropiques et réformateurs multinationaux et, en particulier, la circulation des idées et des hommes en matière de réforme du logement.

2. Les mots de la ville

Mes recherches sur la genèse de la catégorie de "chômage" m'avaient fait comprendre que l'attention au langage des acteurs non seulement permettait d'éviter l'anachronisme qui projette sur le passé nos catégories du présent, mais que "faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre

sa peine” (Lucien Febvre). Les lexiques du chômage et leurs transformations montrent des écarts entre usages, des moments d’innovation rapide, les canaux de la diffusion de celles-ci et les lieux des résistances. Ils constituent des traces fines des luttes de classement par lesquelles le “problème” était énoncé et donc constitué en objet de science et d’action possibles.

Un questionnaire analogue peut être appliqué aux mots qui désignent les villes et leurs différentes parties. Depuis fort longtemps, voyageurs et ethnologues, géographes et historiens, lexicographes et linguistes ont recueilli des “mots de la ville” à partir de traditions ou témoignages oraux et de corpus écrits. Des trésors ont été ainsi rassemblés, le plus souvent de manière dispersée et en marge d’autres préoccupations. Il est rare qu’ils soient mis à profit autrement que pour dresser des listes assorties de définitions. L’observateur parfois s’attache à la langue, sa richesse, son évolution, ses particularités et guère aux objets du discours. Parfois, à l’inverse, l’attention porte sur ceux-ci et l’on a tôt fait de postuler que les mots désignent simplement des choses qui sont là avant d’être nommées. Pourtant, si le langage nous offre un accès fécond et original aux dynamiques sociales qui font la réalité des villes, c’est qu’il implique un système classificatoire: les mots s’inscrivent dans des jeux d’oppositions et de différences. Ils opèrent des classements de territoires, en les découpant, en les regroupant, en les qualifiant. Sur ces opérations, l’accord n’est jamais assuré car, à tout moment, il existe des registres de langue distincts pratiqués par des locuteurs situés en des points différents de l’espace social. Leurs mots, semblables ou différents, prennent sens dans des contextes discursifs marqués par des intentions hétérogènes: une visée organisatrice à l’un des pôles et, à l’autre, une négociation permanente des sens en fonction des situations. La langue commune, qui ne l’est jamais entièrement, enregistre au cours de son histoire les issues, durables ou provisoires, d’initiatives langagières dont les origines sont diverses et entre lesquelles les écarts sont de règle et les tensions permanentes. Les mots de la ville ne sont pas le reflet d’une réalité “objective”, ils contribuent à la constituer symboliquement et, parfois, pratiquement.

Le point de vue s’enrichit encore si l’on prend en compte la pluralité des langues. De la même façon que les simples lexiques, à l’intérieur d’une même aire linguistique, ne permettent pas de dégager des systèmes, les tentatives d’équivalence “mot à mot” entre termes servant à nommer, dans différentes langues, la ville et ses territoires sont décevantes. L’idée d’un glossaire universel, qui esquive toute démarche proprement comparatiste, se double généralement de la croyance que, dans chaque aire linguistique comme d’une aire à l’autre, un langage technique ou savant serait le langage de tous et aurait la capacité de traduire pour chacun les mêmes valeurs pratiques et culturelles. Elle postule aussi que, dans les relations entre aires linguistiques ou pays, une langue véhiculaire, c’est-à-dire dominante, puisse être une lingua franca: le français avait encore cette prétention au début du XXe siècle, l’anglais (américain) l’a remplacé depuis au moins la Seconde Guerre mondiale. Lorsque les courants d’échanges internationaux entre spécialistes de l’aménagement urbain se développent et s’institutionnalisent, dans des situations de type colonial aussi, cette idée devient “naturelle” chez des locuteurs tenus de pratiquer couramment la traduction (à la fois “impossible” et nécessaire) ou le bilinguisme. Un nouveau champ s’ouvre ici à l’enquête, celui des effets de domination complexes où l’imposition de termes standards s’accompagne de multiples adaptations “régionales” de ceux-ci.

Ni dans une aire linguistique particulière ni à l’échelle du concert des nations, les mots de la ville ne se décrètent. Bien entendu, il est fréquent qu’un pouvoir technique ou politique entreprenne de le faire, notamment en élaborant de nouvelles nomenclatures administratives qui vont s’inscrire de diverses façons dans la vie quotidienne et les façons de dire des populations. Néanmoins, les mots de la ville se forment et se déforment, se déplacent, perdurent, s’adaptent, s’effacent et s’oublient selon des rythmes variables et selon des processus où savoirs populaires et parlars quotidiens jouent un rôle qu’il est nécessaire de mieux évaluer, où interviennent des transferts et des traductions, des “inventions” et des impositions, des adaptations et des sédimentations. Si les mots de la ville relèvent autant d’une pluralité de registres que d’une langue

commune, on peut les regarder comme le théâtre et le résultat d'une série de batailles de classifications. Cela invite à remonter le temps pour donner sens aux inscriptions de ces batailles dans la langue d'aujourd'hui, mais aussi à travailler sur le passé comme tel: les solutions qui l'ont emporté n'étaient alors que l'un des chemins possibles et les dénominations perdues et oubliées nous en disent beaucoup sur les enjeux de l'évolution de la langue.

Le programme CNRS-UNESCO "Les Mots de la ville", dont j'ai assuré la direction scientifique avec Jean-Charles Depaule, anthropologue et spécialiste du monde arabe, s'était donné pour objectif de transformer ces questions en une série d'enquêtes empiriques réalisées par des équipes françaises et étrangères sur un assez grand nombre de langues. L'entreprise était ambitieuse, mais elle m'a paru valoir d'en prendre le risque. A partir de 1995, un montage complexe a été engagé de façon à créer les conditions à la fois de la richesse et de la convergence des initiatives. Les partenaires du programme sont organisés en réseaux d'aires linguistiques qui peuvent avoir des projets spécifiques, mais collaborent surtout à des projets communs. Après avoir fixé les grandes orientations, nous avons défini peu à peu une gamme de méthodes et de corpus, puis fixé des priorités thématiques. Un appel international à propositions de recherche a permis à une première série d'enquêtes de commencer et un séminaire international tenu fin 1997 de confronter méthodes et résultats en même temps que de constater les lacunes à combler. Nous avons alors arrêté une série de thèmes qui feront l'objet d'ouvrages comparatifs, publiés ou en préparation dans la collection "les Mots de la ville", que je dirige avec J.-C. Depaule aux Editions de la Maison des sciences de l'homme : "Nommer les nouveaux territoires urbains" (sous la direction de Hélène Rivière d'Arc, 2001); "Les divisions de la ville" (sous la direction de Christian Topalov, 2002); "Parler en ville, parler de la ville. Essais sur les registres urbains" (sous la direction de François Leimdorfer et Paul Wald, 2004); "Les lexiques de la stigmatisation urbaine" (sous la direction de Jean-Charles Depaule, 2006); "La ville et les catégories de l'urbain" (sous la direction de Brigitte Marin, à paraître en 2007); "Langues savantes, langues techniques" (sous la direction de Laurent Coudroy de Lille, à paraître en 2008).

Publications

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "La ville à travers ses mots". Enquête (Marseille), n° 4, second semestre 1996, pp. 247-266.

(Edition brésilienne). In: Stella Bresciani (éd). Palavras da Cidade. São Paulo, 2001.

TOPALOV (Christian). "Les divisions de la ville". Les mots de la ville, Cahier n° 3 ("Nommer la ville et ses territoires. Deuxième colloque international Les Mots de la ville, Paris 4-6 décembre 1997", MOST-UNESCO et CNRS), Paris, s.d. [1998], pp. 80-94.

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "The Words of Cities". Environment and Planning A (London), vol. 31, n° 1, January 1999, pp. 1-3.

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "Les mots de la ville". Genèses (Paris), n° 33, décembre 1998. Introduction, pp. 2-3.

TOPALOV (Christian). Les divisions de la ville (sous la direction de). Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme-UNESCO ("Les Mots de la ville"), 2002, 469 p.

TOPALOV (Christian). "Langage, société et divisions urbaines". In: Christian Topalov (ed.). Les divisions de la ville. Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme-UNESCO ("Les Mots de la ville"), 2002, pp. 373-449.

TOPALOV (Christian). "Lexiques de la stigmatisation". (Colloque "The Lost 'Banlieues' of the Republic", New York University, Institute of French Studies, New York, 5-6 novembre 2004). Communication (14 p.).

TOPALOV (Christian). "Les mots de la ville : prémisses et promesses d'un programme de recherche". (Colloque : "I dialetti della tribù", Università degli Studi di Firenze, Centre Linguistico di Ateneo, Florence, 15-17 septembre 2005). Communication (16 p.)

Le Trésor des mots de la ville

En 2000 nous avons lancé, sous ma direction scientifique d'ensemble, un nouveau projet visant à élaborer un dictionnaire historique plurilingue: le "Trésor des mots de la ville". Il prendra la forme d'un fort ouvrage constitué d'une série de notices substantielles mais brèves (deux pages en moyenne) portant chacune sur un "mot de la ville" jugé important par sa place dans la langue considérée, l'intérêt des objets auxquels il réfère, les problèmes sémantiques et historiques qu'il pose. C'est donc la pertinence et nullement l'exhaustivité qui est visée. L'objectif n'est pas de mettre des mots en équivalence d'une langue à l'autre à la manière des glossaires, mais de permettre au lecteur d'observer comment ces langues organisent diversement des objets analogues. La description de la variabilité des lexiques est au centre de l'entreprise: variabilité dans le temps et entre registres pour une même langue, variabilité entre langues. Cette notion est donc placée au principe de la construction des notices et de l'ouvrage dans son ensemble: pour mettre en lumière les opérations de catégorisation pratiquées par la langue, on s'attache à comparer l'organisation des mêmes champs sémantiques dans diverses langues; pour étudier historiquement la circulation des mots entre langues, on montre comment un même mot peut être utilisé et transformé par diverses langues; pour réfléchir aux problèmes de la traduction, on décrit dans les notices des solutions en contexte.

L'option de réaliser un dictionnaire plurilingue a posé le problème difficile du choix des langues. Nous l'avons abordé en tenant compte du public francophone visé, de la géographie des réseaux de recherche dont nous disposions et de notre intérêt pour la circulation des mots entre les langues. Nous avons retenu sept langues européennes, importantes par le nombre de leurs locuteurs: l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien, le portugais, le russe. Pour plusieurs d'entre elles, nous avons introduit certaines de leurs variantes d'autres continents: anglais des Etats-Unis, espagnols d'Amérique (principalement Argentine, Pérou et Mexique), français du Québec, portugais du Brésil. En outre, nous avons retenu l'arabe afin de travailler sur une aire de circulation linguistique dense et proche: la Méditerranée.

Une autre question préalable fut celle du choix des mots à traiter. L'option principale a été de centrer le Trésor sur les mots de l'usage commun. Par conséquent, nous écartons les lexiques principalement administratifs ou techniques, ainsi que les vocabulaires de l'aménagement. Dans le vaste corpus potentiel ainsi délimité, nous retenons quatre ensembles sémantiques: le vocabulaire des dénominations génériques de la ville (ex. ville, métropole, town, borough, ciudad, población, cidade, villa, città, borgo, madina, balad); celui des divisions de la ville (ex. banlieue, quartier, faubourg, neighbourhood, suburb, barrio, extrarradio, ensanche, colonia, contrada, rione, hâra, qasba); celui des types d'habitat (ex. villa, hlm, bidonville, estate, cottage, flats, condominio, tugurio, barriada, favela, cortiço, palazzo, dâr, funduq); celui, enfin, des voies et espaces découverts (ex. boulevard, place, mall, green, plaza, paseo, rambla, piazza, corso, rahba, shâri). Ces ensembles sont liés entre eux, les mots passant souvent de l'un à l'autre selon les périodes, les registres, les situations. Ainsi, peuvent renvoyer à des divisions de la ville aussi bien des génériques (ex. cité, borough, borgata) que des formes d'habitat (ex. grand ensemble, estate, project, poligono, centro edilizia popolare), ou bien encore des voies publiques (ex. piazza, hâra). Ces glissements et polysémies sont du plus grand intérêt. A l'intérieur des champs sémantiques retenus, nous ne pouvons tout traiter. On a retenu des mots importants par leur place dans la langue commune et par l'intérêt des objets auxquels ils réfèrent, des mots qui posent des problèmes sémantiques ou historiques intéressants et dont il est pertinent de retracer les aventures. La cohérence d'ensemble de nos choix résulte d'une méthode de sélection par réseaux sémantiques. Lorsqu'un mot est pris en considération dans une langue, on retient aussi les mots qui lui répondent dans les autres langues, soit qu'ils désignent des objets de même famille (ex.

contrada et hâra, hâra et rue), soit qu'ils partagent à un moment donné une histoire commune (ex. r'bat et arrabal).

L'entreprise, qui rassemble 160 auteurs, aboutira à la rédaction de quelque 300 notices, dont la plupart sont aujourd'hui achevées et traduites en français. Le manuscrit, qui comprendra un système élaboré de renvois et d'index, doit être terminé en décembre 2006 pour une publication par CNRS-Editions, avec de probables co-éditeurs.

3. Les sciences sociales et la ville

Si les sciences sociales ont partie liée avec la réforme, elles sont aussi et d'abord des constructions cognitives. De celles-ci, on peut tenter de faire une sociologie dans la manière inventée par les sciences studies britanniques et américaines pour les sciences de la nature. Des compétences accumulées au fil des années, mes travaux sur la réforme urbaine et mes responsabilités à l'EHESS m'ont conduit à entreprendre une enquête au long cours sur les approches de la ville par les sciences sociales.

Quand il s'agit de ville, on croit toujours savoir de quoi l'on parle. Les espaces urbains sont en effet constitués comme évidence dans tous les registres de la pratique sociale: celles des citoyens, celles des aménageurs, celles des savants. Seulement, c'est rarement de la même ville qu'il s'agit, y compris dans l'univers des discours savants car, au fil des conjonctures disciplinaires et nationales, les modalités de construction de la ville comme objet de science varient profondément et significativement. Lorsqu'elles construisent leur ville, les sciences sociales choisissent diversement les aspects de la société qu'elles vont spatialiser, et tout aussi diversement les formes de leur spatialisation. Ces choix impliquent un projet qui, sous des modalités variables à l'extrême, articule deux registres distincts.

Le premier, le projet cognitif, se donne en général explicitement: il s'agit de science, d'une science qui se définit à un moment donné dans le contexte d'une discipline particulière au sein d'un ensemble plus vaste de disciplines parentes, alliées, concurrentes. L'innovation scientifique doit être lue dans l'espace social et intellectuel ainsi constitué, dont les propriétés peuvent être reconstruites par une enquête dont l'étude du texte lui-même n'est que l'un des moments. L'une des questions à explorer est celle de savoir pourquoi, dans une conjoncture donnée, la discipline considérée entreprend de spatialiser son objet, et donc de parler de ville.

C'est ici qu'une seconde dimension de l'entreprise savante peut être utilement prise en compte: le projet pratique qui la sous-tend ou, du moins, en relation avec lequel elle trouve une part de son intelligibilité. La question ainsi formulée n'implique pas que toutes les oeuvres ont, aux yeux de leur auteur, l'action pour finalité ultime. Les modalités d'insertion du monde savant dans la société sont historiquement diverses et socialement réglées: toutes les recherches portant sur la ville ne relèvent pas de l'expertise en vue de la réforme. Néanmoins, on peut penser qu'un aspect souvent inaperçu de la construction d'objet est une orientation du regard, une posture, un choix d'échelle et de registre de causalité qui ne sont pas sans rapport avec les exigences pratiques du temps: énoncés de la question sociale, catégories offertes à l'action administrative, affrontements politiques. De telles relations ne peuvent relever ni du postulat, ni de l'interprétation de texte, elles doivent être établies par une enquête historique méticuleuse sur les espaces de la pratique et sur leurs rapports avec ceux du savoir.

La ville des sciences sociales (un projet collectif 1996-2001)

Mes travaux dans ce vaste domaine ont pris, pour une part, la forme d'un séminaire conçu pour donner lieu à des publications collectives. Il fut entrepris en collaboration avec Bernard Lepetit et poursuivi sous d'autres formes ensuite. Nous savions que la réflexion proposée pouvait se heurter à des écueils induits par sa forme même. Le séminaire, comme le livre qui en est né, portaient en effet sur une série d'oeuvres et avaient pour titre "la Ville des sciences sociales". Il y avait là un risque de donner à croire deux choses: d'une part que l'objet ville, qui constitue le

réfèrent commun des oeuvres analysées, existerait pour les sciences sociales indépendamment de ses figures historiques hétérogènes; d'autre part, qu'il y aurait un panthéon de grands auteurs qui auraient contribué, au fil du temps, au progrès de la connaissance scientifique des choses urbaines. Nous espérons que nous avons su éviter ces effets de sens qui sont exactement aux antipodes du projet. La discontinuité (à la fois chronologique et en termes de cultures disciplinaires et nationales) des lieux d'observation, l'arbitraire assumé de nos choix et surtout la constance de l'effort pour mettre au jour les conditions intellectuelles et sociales de production et de réception des oeuvres ont pour finalité d'y parvenir. En bref, il s'agissait d'enquêter et pas seulement de lire. Ou, si l'on veut, de transformer des textes en documents. L'ouvrage qui résulta en 2001 de cette enquête collective comprend huit chapitres qui portent sur des oeuvres de Maurice Halbwachs: Les expropriations et le prix des terrains à Paris (1909) traité par C. Topalov, Max Weber: "Die Stadt" (1921) par Hinnerk Bruhns, Marcel Poëte: Une vie de cité (1924-1931) par Donatella Calabi, Louis Wirth: The Ghetto (1928) par Catherine Rhein, Walter Christaller: Die zentralen Orte in Süddeutschland (1933) par Marie-Claire Robic, Louis Chevalier: Classes laborieuses et classes dangereuses (1958) par Isabelle Couzon et Paul-André Rosental, Manuel Castels et Francis Godard: Monopolville (1974) par Dominique Lorrain et Jean-Claude Perrot: Genèse d'une ville moderne (1975) par Isabelle Backouche.

Une seconde phase du séminaire "la Ville des sciences sociales" (2002-2004) fut conçue pour expérimenter une autre voie de recherche : enquêter cette fois sur des constructions savantes de l'objet "ville" qui soient d'emblée collectives. Les unités d'observation furent diverses. Des institutions de recherche (un institut, un département universitaire, un programme) qui ont joué, à un certain moment, un rôle innovant dans le domaine. Des congrès ou colloques où l'objet ville été mis en discussion et où l'on peut observer un éventail de paradigmes ou l'affirmation de l'un d'entre eux. Des revues ou des collections d'ouvrages qui ont un temps façonné et mis en scène une approche, des alliances, des controverses. Des voyages de savants, seuls ou en groupe, dans lesquels se sont joués les importations, traductions et usages de sciences étrangères. Des traditions savantes ou des écoles, enfin, terrains plus diffus, souvent discontinus, qui sont autant d'actions intellectuelles sur les oeuvres du passé en vue de définir les tâches présentes d'une discipline. Il résulta de ce travail un dossier de la revue Genèses (2005) intitulé "La ville des savants" où furent publiés des travaux réalisés pour le séminaire sur la revue La Vie urbaine (Renaud Payre), la favela des sciences sociales (Licia Valladares), la notion de quartier sensible (Sylvie Tissot) et les lectures successives de Cities in Evolution de Patrick Geddes (Pierre Chabard).

Le décès de Bernard Lepetit en 1996 m'a conduit, à l'occasion de plusieurs communications ou conférences, à mettre au clair la leçon de réflexivité que nous pouvons tirer de son travail qui, au delà de la discipline historique, concerne toutes les sciences sociales.

Publications

TOPALOV (Christian) (éd.). "La ville : postures, regards, savoirs". Genèses (Paris), n° 22, mars 1996. Introduction, pp. 2-3.

TOPALOV (Christian). "Dans les marges. Bernard Lepetit enseignant", Cahiers du Centre de recherches historiques (Paris), n° 17, octobre 1996, pp. 19-28.

TOPALOV (Christian). "Autant connaître un peu les verres que l'on porte' : la pratique historique et le temps des représentations". In : Alain Obadia (éd.). Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités, nouveaux services. Paris, L'Aube, 1997, pp. 40-48.

TOPALOV (Christian). "Cities of the Social Sciences : Seeing for Doing". Copenhagen, Center for Urbanitet og Æstetik, Arbejdsrapport 27, June 1997, 18 p.

TOPALOV (Christian). "La ville des sciences sociales et la ville des urbanistes" (Communication au colloque "La ville à l'époque contemporaine", Université d'Athènes, Association des études néo-helléniques et Institut des études méditerranéennes, Athènes, 27-30 novembre 1997) 11 p.

TOPALOV (Christian). "Multiple Spectacles : An Argument for a Reflexive Practice of the Social Sciences" (Communication au Comparative Analysis Seminar, Massachusetts Institute of Technology, Department of Urban Studies and Planning, 9 novembre 1998), 18 p.

ROSENTAL (Paul-André), TOPALOV (Christian). "Présentation. Espace et sciences sociales" (en collaboration avec Paul-André Rosental). In : Villes, espaces et territoires. Travaux de l'EHES 1999, Paris, Programme de recherches interdisciplinaires "Etudes urbaines" de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. iv-xv.

TOPALOV (Christian). "La ville des sciences sociales et la ville des urbanistes". In: La ville à l'époque moderne. Dimensions méditerranéennes et balkaniques (XIX-XXe siècles). Actes du IIe Colloque international de l'Association des études néo-helléniques, Athènes, 27-30 novembre 1997. Athènes, Association des études néo-helléniques, 2000, pp. 617-628.

TOPALOV (Christian). "Cities of the Social Sciences : Seeing for Doing". In: Martin Zerlang (ed.). Representing London. Copenhagen, Sping Publishers, 2001, pp. 14-29.

LEPETIT (Bernard), TOPALOV (Christian) (sous la direction de). La ville des sciences sociales. Paris, Belin ("Modernités"), 2001, 409 p.

TOPALOV (Christian). "Des livres et des enquêtes : pour un historicisme réflexif". In: Bernard Lepetit et Christian Topalov (ed.). La ville des sciences sociales. Paris, Belin ("Modernités"), 2001, pp. 307-313.

TOPALOV (Christian). "Une pratique historique réflexive". (Colloque "Hommage à Bernard Lepetit", Maison des sciences de l'homme, Paris, 28-29 septembre 2001). Communication (10 p.)

TOPALOV (Christian). "La ville des savants". Genèses (Paris), n° 60, septembre 2005. Introduction, pp. 2-4.

Des sociologues et des villes : Booth, Halbwachs, Park et Burgess (recherches personnelles réalisées depuis 1996)

En parallèle avec mes entreprises collectives sur "la ville des sciences sociales", j'ai développé des travaux d'histoire et de sociologie des sciences autour d'une série d'œuvres qui se trouvèrent considérées rétrospectivement comme fondatrices dans le domaine de la sociologie des villes.

Il s'agit d'abord d'une série de recherches sur Maurice Halbwachs. Les premières portèrent sur la période au cours de laquelle le jeune philosophe ami de Simiand, disciple de Durkheim et aide fidèle du socialiste normalien Albert Thomas préparait ses thèses de droit (1909) et de lettres (1912). Un article dans les Annales (1997) fut l'occasion d'expérimenter une méthode d'analyse de sa thèse sur Le prix des terrains et les expropriations à Paris qui visait à reconstruire un programme intellectuel à partir des conversations dans lesquelles se trouvait pris le jeune savant : à l'université avec les historiens et les économistes, hors de l'université avec les socialistes municipaux et, à travers eux, les urbanistes. La découverte archivistique de photographies prises par Halbwachs à la Cité Jeanne-d'Arc pour l'Humanité (1908) et l'utilisation de ses carnets d'Ecole normale (1899-1900) pour documenter ses activités philanthropiques et ses promenades dans Paris me permit d'observer notre auteur dans d'autres activités que celles retenues par l'histoire des idées sociologiques (Genèses 1997), tandis que la mise en série des aspects formels de ses thèses me permit de comparer les modes d'établissement des faits et les rhétoriques de la preuve qui s'y déployaient (RHS 1999). Les opérations effectuées sur les données statistiques mettaient en oeuvre une conception de la causalité et des procédures expérimentales qu'avait formalisées François Simiand et qui avaient pour effet un effacement du temps historique, des

agencements spatiaux et de la singularité. Les autorités mobilisées à l'appui de l'argument appartenaient pour l'essentiel aux réseaux intellectuels constitués par l'Année sociologique et le socialisme normalien. Les représentations collectives attribuées à la classe ouvrière étaient expliquées en dernière analyse par des évidences empruntées aux milieux de la réforme du logement. Prendre en considération la double appartenance du sociologue à des communautés savante et séculière permet ainsi de rendre compte du contenu de ses deux œuvres de jeunesse.

J'ai poursuivi plus récemment mon travail sur Halbwachs en enquêtant sur son séjour de l'automne 1930 à l'université de Chicago, grâce à des sources exceptionnelles : les deux articles savants écrits à l'occasion de ce voyage, la correspondance avec sa famille au cours de son séjour et une série de huit brefs articles qui furent publiés dans le quotidien lyonnais le Progrès sous le titre "Lettres des Etats-Unis", relation de voyage anonyme (elle est signée "M.H.") passée inaperçue jusqu'ici, dont j'ai publié une édition critique (Genèses 2005). Halbwachs rencontra à Chicago à la fois une vaste métropole nord-américaine et des sociologues qui en avaient fait leur objet d'étude. Il écrivit à son retour "Chicago, expérience ethnique", un article dont nos sources permettent d'observer de façon quasiment ethnographique l'élaboration, au fil des déplacements de l'observateur dans la ville comme dans les textes et conversations qui lui en proposaient des analyses. Comment le sociologue durkheimien intégra-t-il cette "expérience" d'une ville dont la population était largement faite d'immigrants récents aux multiples origines, dans sa théorie, formée dès la fin des années 1910, de l'intégration problématique du groupe socio-économique ouvrier à l'ensemble urbain ? L'enquête présentée ici permet à la fois d'interroger ce qu'un savant voit au cours d'un voyage lointain et la façon dont les formes de l'expérience de l'homme social s'articulent avec les schèmes analytiques du sociologue (Annales 2006). Un autre article (RFS 2006) examine la façon dont Halbwachs a circulé parmi les réseaux universitaires de Chicago et, en particulier, les interactions qu'il a eues avec les sociologues. Le sociologue qui l'invita fut William F. Ogburn, le promoteur des études quantitatives au sein d'un département alors profondément divisé entre les partisans des "études de cas" et ceux des "statistiques". L'année 1930 fut précisément le moment où les seconds l'emportèrent sur les premiers lors d'une réorientation globale de la politique des fondations Rockefeller et des autorités de l'Université. Halbwachs tenait en faible estime les travaux de Park, Burgess et de leurs élèves : leurs études "concrètes" et "pittoresques" n'étaient pas, à ses yeux, oeuvre de science, mais analogues aux observations des explorateurs et missionnaires qui fournissaient leur matériel aux vrais savants, les ethnologues de cabinet. Halbwachs n'envisageait pas que cette division du travail pût être remise en cause. Cet ensemble de travaux va donner lieu bientôt à une édition critique de l'ensemble des écrits et correspondances de Halbwachs lors de son séjour aux Etats-Unis (dans la collection "Le Lien social", dirigée par Serge Paugam aux Puf).

D'autres recherches ont porté sur les sociologues de Chicago dans les années 1920, principalement Robert E. Park, Ernest W. Burgess et leurs élèves, dont je me suis efforcé de resituer systématiquement les travaux dans le cadre des programmes des fondations Rockefeller qui les finançaient et des interactions entre les sociologues et le monde de la réforme urbaine, tout particulièrement les activistes du travail social. Un ample dépouillement des papiers de Park et de Burgess à l'université de Chicago et des archives du Local Community Research Committee au Rockefeller Archive Center (Sleepy Hollow, N.Y.) a été à la base de ce travail, actuellement en cours de rédaction – à l'exception d'un article déjà publié sur l'enquête exemplaire de Harvey Zorbaugh sur le Near North Side de Chicago (ARU 2003).

Puisque les réceptions des œuvres font partie de celles-ci, je me suis attaché à comprendre comment s'est formée la notion, absente à l'époque de Park et Burgess, qu'il a existé alors une "école de Chicago". Cette construction est apparue par la suite en plusieurs périodes (en 1950, au milieu des années 1960 et au début des années 1990) en fonction des besoins du moment et selon des définitions qui ont elles-mêmes varié : c'est un exemple assez remarquable des usages stratégiques de l'histoire des disciplines. L'assertion de l'existence d'une "école" est une des

modalités de la formation des traditions scientifiques en sciences sociales – de ces références et exempla par lesquels les savants se dotent d’outils, organisent ceux-ci en ensembles cohérents et renforcent leur légitimité en les munissant d’autorités. Ces traditions imaginées doivent bien entendu toujours être analysées en relation avec les présents successifs qui les mobilisent, car il s’agit chaque fois d’opérer la réorganisation d’un champ disciplinaire ou de spécialité en donnant aux concurrences savantes une forme d’intelligibilité dont il faut examiner les effets performatifs. L’assertion “école” – qu’il s’agisse de la promouvoir ou de la critiquer – est une stylisation qui est aussi une arme. Ces opérations présentent en outre l’intérêt de mettre en relation un présent à un passé, une série de présents à une série de passés possibles. D’où un autre ensemble de tâches, qui visent à identifier les procédés des reconfigurations d’un passé dont les divers usages peuvent être un analyseur efficace des présents – distincts selon les espaces scientifiques nationaux où un même étiquetage peut circuler. Par ailleurs, une sollicitation m’a conduit à accepter d’écrire un bref article de dictionnaire intitulé “Sociologie urbaine” en m’efforçant de ne pas tomber dans les travers que je démonte par ailleurs. Redoutable épreuve.

Dans la période qui vient, je reprendrai l’ensemble de mes écrits publiés et en cours d’écriture sur Charles Booth, Maurice Halbwachs et les sociologues de Chicago des années 1920 dans un ouvrage d’histoire et sociologie des sciences sur les sociologues et la ville.

D’autres projets pourront alors être réactivés, comme un livre en projet depuis longtemps sur “le quartier des sciences sociales”. Cette échelle de la vie urbaine est sans doute celle sur laquelle nos disciplines – tout particulièrement, la sociologie, l’histoire et l’ethnologie – sont intervenues le plus constamment depuis les années 1920. Il en a résulté un modèle de description du quartier comme unité fondamentale de sociabilité primaire, lieu d’observation des solidarités et des déviations, échelle opératoire de l’urbanisme de plan et de la possible reconstruction des communautés. Ce modèle aux déclinaisons multiples, qui a marqué les pratiques d’aménagement et de gestion urbaine du dernier demi-siècle, bien que contesté, continue à agir aujourd’hui. J’utilise ici encore les outils de la sociologie des savoirs scientifiques pour réaliser des enquêtes sur la construction des représentations savantes du quartier par les sciences sociales dans une série limitée et raisonnée de sites d’observation choisis en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France entre les années 1920 et les années 1980. Ces monographies détaillées permettront de tester des propositions plus générales sur les interactions entre les savoirs des sciences sociales et les pratiques d’aménagement et de gestion urbaine, et sur la circulation des modèles descriptifs entre disciplines et champs scientifiques nationaux.

J’ai engagé le travail d’archives (et d’enquête par entretiens lorsque c’est possible) sur plusieurs sites retenus pour cette étude, en particulier sur le thème de la cité-jardin chez les urbanistes français (communication à un colloque à l’université de Londres, Institute of Historical Research 2001) et sur les sociologues du tournant des années 1960 et le “quartier ouvrier traditionnel” (entretiens avec Herbert Gans et Henri Coing, communication à un colloque du Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte de Berlin 2000, article dans *Osiris* 2003).

Publications

TOPALOV (Christian). “Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d’histoire sociale des sciences sociales”. *Annales. Histoire et sciences sociales* (Paris), vol. 53, n° 5, septembre-octobre 1997.

(Edition modifiée) : “Maurice Halbwachs et les villes. Les expropriations et le prix des terrains à Paris (1909)”. In: Bernard Lepetit et Christian Topalov (ed.). *La ville des sciences sociales*. Paris, Belin (“Modernités”), 2001, pp. 11-45.

TOPALOV (Christian). “Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908)”. *Genèses* (Paris), n° 28, septembre 1997.

- TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs et les villes. Connaissances savantes et savoirs communs" (Communication aux journées d'étude "Connaissance sociale et connaissance sociologique", Société française de sociologie, Paris, 20-21 novembre 1997) 6 p.
- TOPALOV (Christian). "'Expériences sociologiques' : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913)". *Revue d'histoire des sciences humaines* (Paris), n° 1, 1999, pp. 11-46.
- TOPALOV (Christian). "The Neighbourhood of the Social Sciences in the 1950s and 60s : Three Cross-National Case Studies" (Workshop "Science and the City", Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte, Berlin, 1-3 décembre 2000). Communication (37 p.).
- TOPALOV (Christian). "Le voyage français du 'modèle' anglais de la Garden City (1903-1919) : un cas de traduction culturelle". (Colloque "British and French Intellectuals : Comparisons and Transfers (18th-20th Centuries)", University of London, Institute of Historical Research et Institut français. London, 2-3 mars 2001). Communication (25 p.).
- TOPALOV (Christian). "La fin des communautés locales vue par un sociologue de Chicago : Harvey W. Zorbaugh". *Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 93, mars 2003, pp. 159-167.
- TOPALOV (Christian). "'Traditional Working-Class Neighborhoods' : An Inquiry into the Emergence of a Sociological Model in the 1950s and 1960s". *Osiris* (Chicago), vol 18, 2003, pp. 212-233.
- TOPALOV (Christian). "Pour un historicisme réflexif. Le cas de 'l'école de Chicago' en sociologie". (Colloque "Sciences sociales et réflexivité. Hommage à Pierre Bourdieu", Centre de sociologie européenne, Paris, 22-25 janvier 2003. Communication (9 p.).
- TOPALOV (Christian). "Ecrire l'histoire des sociologues de Chicago". *Genèses* (Paris), n° 51, juin 2003, pp. 147-159.
- TOPALOV (Christian). "Raconter ou compter ? L'enquête de Charles Booth sur l'East End de Londres (1886-1889)". *Mil neuf cent* (Paris), n° 22, 2004, pp. 107-132.
- TOPALOV (Christian). "Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'école de Chicago' en sociologie". In: Johan Heilbron, Remi Lenoir et Gisèle Sapiro (ed.). *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*. Paris, Fayard, 2004, pp. 127-157.
- TOPALOV (Christian). "Un savant voyage : Les 'Lettres des Etats-Unis' de Maurice Halbwachs (septembre-décembre 1930)". *Genèses* (Paris), n° 58, mars 2005, pp. 132-150 et n° 59, juin 2005, pp. 131-150.
- TOPALOV (Christian). "Sociologie urbaine". In: Massimo Borlandi, Raymond Boudon, Mohamed Cherkaoui et Bernard Valade (eds.). *Dictionnaire de la pensée sociologique*. Paris, Presses universitaires de France, 2005, pp. 719-723.
- TOPALOV (Christian). "Ecole de Chicago (sociologie)". In: *Encyclopaedia Universalis. Notionnaires. 2. Idées. s.l., Encyclopaedia Universalis, 2005, pp. 142-146.*
- TOPALOV (Christian). "La ville, lieu de l'assimilation sociale ?" (Colloque : "Dialogue avec la sociologie de Maurice Halbwachs", Paris, Centre Maurice Halbwachs, EHESS-ENS, 1er-2 décembre 2005). Communication (8 p.).
- TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs : l'expérience de Chicago (1930)". *Annales. Histoire, sciences sociales* (Paris), vol. 61, n° 3, mai-juin 2006, pp. 555-581.
- TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs et les sociologues de Chicago". *Revue française de sociologie* (Paris), vol. 47, n° 3, juillet-septembre 2006.

II. Des engagements institutionnels

Si la recherche dans nos disciplines trouve son moment de vérité avec l'épreuve, en définitive solitaire, de l'écriture, il n'en demeure pas moins que le mouvement qui la porte et le critère qui en juge des fruits est une conversation avec un monde savant organisé – et gouverné – par des institutions. Mise en place de réseaux de recherche, séjours d'enquête ou d'enseignement à l'étranger, enseignement doctoral dans le cadre de l'École des hautes études en sciences sociales – où je suis depuis 1994 directeur d'études cumulant –, participation à la création et la vie d'une revue – *Genèses* –, direction d'une unité de recherche – le Centre de sociologie urbaine, devenu au terme de mon mandat *Cultures et sociétés urbaines* –, responsabilité d'un programme international de recherche qui eut pour support le GDR du CNRS "les Mots de la ville", telles ont été au cours de ces dernières années mes principales inscriptions dans les institutions scientifiques.

1. Travailler en réseau

Mes goûts comme mon expérience me poussent à privilégier la collaboration avec des pairs sur des objectifs précis et partagés. Aux grands colloques je préfère les séminaires, aux constructions institutionnelles les réseaux ciblés, motivés et temporaires. J'ai observé, en effet, que la gestion des grosses machines et des enjeux divers qu'elles font naître comporte un coût élevé, j'ai aussi remarqué qu'il est difficile de changer le cap des paquebots. Ceci est particulièrement sensible dans les domaines frontaliers qui impliquent de rassembler des chercheurs venus d'horizons disciplinaires différents et de construire pas à pas des langages et des objectifs communs. C'est dans cet esprit que j'ai contribué, au fil des années, à la constitution de plusieurs réseaux de chercheurs qui se sont faits et défaits au rythme des besoins de chaque projet scientifique collectif. Sans entrer précisément dans le contenu de ces entreprises, j'en donnerai un bref aperçu.

– "Villes ouvrières, 1900-1940". Ce séminaire, conduit avec Susanna Magri (sociologue au CSU), a réuni de 1986 à 1988 des historiens, géographes et sociologues travaillant sur divers aspects de la vie ouvrière dans les villes du premier XXe siècle. Ces échanges ont abouti à la publication d'un livre et contribué à développer une curiosité mutuelle entre chercheurs de disciplines différentes travaillant sur un matériau historique, ce qui a facilité des collaborations ultérieures à l'initiative, cette fois, d'historiens de la ville contemporaine.

– "Savoirs et professions au début de l'urbanisme de plan". Cette série de rencontres, organisées avec Jean-Pierre Gaudin (politiste au CEPEL), visait à mettre sur pied un réseau international de chercheurs issus de diverses disciplines, et notamment de la recherche en histoire de l'architecture. Des séminaires de trois jours ont eu lieu presque chaque année de 1989 à 1992, réunissant un nombre volontairement limité de chercheurs français, allemands, italiens, britannique et belge, avec le soutien du Programme franco-allemand puis du Programme Europe du CNRS. Dans une conjoncture de retour de la recherche architecturale sur le projet, cette initiative témoignait d'une volonté de poursuivre l'exploration, entreprise dans les années 1980, des conditions sociales de l'émergence de l'urbanisme.

– "La 'nébuleuse réformatrice' et ses réseaux en France, 1880-1920". Alors que les travaux se multipliaient sur cette période fondatrice des politiques sociales modernes, les spécialisations par domaine et les logiques disciplinaires rendaient difficiles les interactions. Ce groupe de recherche pluridisciplinaire (méthodologues, sociologues, historiens, politistes, économistes et doctorants avancés de divers établissements) s'est réuni deux fois par mois de 1991 à 1993 dans le cadre de mon séminaire de l'EHESS. Il a permis de confronter questions et résultats, d'établir un bilan des acquis, de susciter de nouvelles interrogations et, finalement, de faire exister plus clairement un objet de recherche. L'ouvrage collectif résultant de ce séminaire a été publié en 1999.

– “Réforme sociale et naissance de l’urbanisme : emprunts et traductions France-Amérique latine, 1890-1950”. Ce programme de recherches coordonnées dont j’ai assuré la responsabilité du côté français s’appuyait sur une série de projet conjoints entre le CSU et l’IPPUR-Universidade federal do Rio de Janeiro (1990-1995, dans le cadre de l’accord CNRS-CNPq), le CURDIUR-Universidad de Rosario (1994-1995, dans le cadre de l’accord CNRS-CONICET), et a pris place dans les programmes du PIR-Villes du CNRS (1994-1995). L’entreprise s’appuyait sur le développement récent, au Brésil et en Argentine, de recherches sur les origines de l’urbanisme et entendait favoriser la constitution de réseaux nationaux en partageant l’expérience de la recherche française dans ce domaine. L’accord CNRS-CNPq a donné lieu à plusieurs séjours croisés qui ont abouti à l’organisation d’un séminaire réunissant une trentaine de chercheurs à Itamontes (Minas Gerais) en août-septembre 1994 et dont les actes ont donné lieu à un ouvrage paru au Brésil. Le réseau ainsi constitué est actuellement valorisé dans le programme “Les Mots de la ville”.

– Programme de recherches interdisciplinaires “Etudes urbaines” de l’Ecole des hautes études en sciences sociales. Dans des aires culturelles et des périodes diverses et à partir de perspectives multiples, les recherches portant sur la ville sont nombreuses à l’EHESS. Ce programme, engagé en 1993, avait pour but de stimuler le dialogue entre les chercheurs concernés et de mettre sur pied des recherches et des enseignements communs, la coordination étant assurée par un sociologue – moi-même –, avec un historien – Bernard Lepetit.– jusqu’à la disparition de celui-ci. Tandis que je transmettais (2003) la responsabilité du PRI “Etudes urbaines” à Isabelle Backouche (historienne), une filière d’enseignement “Territoires, espaces, sociétés” fut mise en place au sein de l’Ecole doctorale, pour devenir ensuite formation de master, sous la responsabilité conjointe de Marie-Vic Ozouf-Marignier (géographe) et de moi-même.

– Programme “Les Mots de la ville”. J’assure (jusqu’en 2002 en collaboration avec Jean-Charles Depaule, Laboratoire d’anthropologie urbaine, CNRS) la coordination scientifique de ce programme de recherche lancé en 1994 par le PIR-Villes du CNRS avec l’appui du programme MOST de l’UNESCO, et qui a pris la forme, de 1998 à 2002, du GDR 1554 du CNRS. Depuis 1995, mon séminaire “Les Mots de la ville” à l’EHESS a offert aux chercheurs du programme un lieu où discuter méthodes et résultats.

Si le développement de telles collaborations résulte d’abord de convergences intellectuelles et thématiques nées de l’évolution des champs scientifiques, il n’est pas pour autant étranger à l’existence d’autres conditions. Les sciences sociales sont nées et continuent d’exister dans un dialogue avec les pouvoirs qui définissent et sont censés traiter les “problèmes de société”. Nos sciences contribuent à la mise en forme de ceux-ci avec l’autorité – limitée – que confère la compétence supposée de l’expert, la capacité prophétique de l’intellectuel ou, dans une mesure moindre, le savoir de l’érudit. Que l’on essaie ou non d’intégrer cette dimension à l’intelligence du mouvement de nos disciplines, nous sommes pris d’emblée dans le rapport avec ce que l’on baptise pieusement la “demande sociale”. Celle-ci – ou, plus concrètement chez nous, les administrations publiques – non seulement fournit une part décisive des ressources nécessaires à la recherche, mais contribue à définir la légitimité de ses objets. Assumant cette réalité sans états d’âme, les chercheurs du CSU font appel aux contrats pour faire face aux besoins des diverses recherches. J’ai été ainsi conduit au fil des années à solliciter les moyens nécessaires à mes entreprises individuelles et collectives auprès de commanditaires comme le Plan urbain et le Plan construction et architecture (fusionnés aujourd’hui dans le PUCA), le Commissariat au plan, le Ministère de la recherche, la MIRE, le PIR-Villes du CNRS et le Ministère des affaires étrangères. Dans l’ensemble, les ressources ainsi glanées m’ont permis de mettre en oeuvre les recherches que je voulais entreprendre. Néanmoins, mes projets ont inévitablement intégré les contraintes de la commande. Ainsi, la forte diminution des financements de la recherche urbaine à la fin des années 1970 n’a pas été sans effet sur la réorientation de mes travaux vers un thème doté d’une actualité devenue plus pressante – le chômage – et le retour que j’ai effectué ensuite vers le

champ urbain n'est pas sans rapport avec une conjoncture qui désigne à nouveau "la ville" comme le lieu stratégique de la question sociale.

Un chercheur peut se trouver parfois en position de contribuer à gérer la distribution des ressources destinées à la recherche ou d'évaluer les résultats de celle-ci. Les dispositifs qui organisent cette intervention des chercheurs dans les décisions de politique scientifique sont vitaux pour une saine administration des institutions et des moyens. Mobilisé par d'autres priorités, j'ai tendu à limiter la part de telles activités dans mon emploi du temps, mais il est arrivé cependant que l'intérêt d'une tâche ou l'existence d'une dette l'emportent. J'ai ainsi été conduit à siéger Comité directeur du Plan urbain où je représentais le directeur du département Sciences de l'homme et de la société du CNRS (1990), à évaluer des projets ou rapports de recherche pour le Plan urbain (1991) et le Plan construction (1992 et 1996), à présider le jury du concours de professeurs de sciences humaines et sociales des Ecoles d'architecture (1993), à siéger au Comité scientifique du CERAT (1993-1995) et au Conseil de la recherche de la MIRE (1993-1998), à présider le Comité scientifique du GDR "Socio-économie de l'habitat" (1995-1998), à être associé au groupe de travail consultatif du Projet Ville du CNRS (1998), enfin à siéger en tant qu' élu du collège A1 à la section 36 (Sociologie, normes et règles) du Comité national de la recherche scientifique (2000-2003).

Dans un registre différent, j'ai été associé à plusieurs groupes de réflexion réunissant chercheurs et "décideurs" sur la Loi d'orientation pour la ville (Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, 1991), la prospective de l'habitat urbain (Direction de la construction, 1992 et 1994), l'environnement (Commissariat au plan, 1992). J'ai joué, avec Henri Coing, le rôle de rapporteur général d'un colloque sur les politiques de l'habitat (Plan construction, 1995). Une intéressante expérience ethnographique a été de siéger, au milieu d'une quinzaine de ministres, au Special Advisory Group réuni par Secrétaire général de l'ONU pour la préparation de la Conférence Habitat II (1996).

2. Voyager, comparer, confronter

Parmi les nombreuses raisons qui peuvent conduire un chercheur à voyager, j'en évoquerai seulement deux. L'une est d'accumuler un capital symbolique à usage domestique : l'on travaille alors comme l'émigrant qui pense surtout à ses voisins au moment du retour au village. L'autre est de créer une distance avec les évidences de la vie quotidienne, de la langue et du sens commun scientifique national : espérant revenir au pays plein d'usage et raison, on va voir ce qui se passe et se dit ailleurs, prenant au passage le risque d'essayer de s'y faire entendre. Il ne peut plus s'agir aujourd'hui, comme dans d'autres périodes de l'histoire de la sociologie française, d'aller puiser aux sources allemandes ou américaines de la science. Le comparatisme est simplement un choix de méthode, de même nature à mes yeux que le recours à l'histoire.

J'ai ainsi choisi une orientation et des objets de recherche qui placent le voyage parmi mes toutes premières obligations professionnelles. Mes travaux portent en effet depuis une vingtaine d'années sur trois villes de prédilection : Paris, Londres et New York. Les compétences qu'il faut édifier lorsque l'on étudie d'autres pays que le sien ne relèvent pas seulement d'une nécessaire connaissance de la littérature, des travaux en cours et des sources, mais aussi d'une familiarité à établir avec des façons de sentir et de dire, des questionnements et des lieux étrangers. Au fil des séjours dans les deux pays où se trouvent mes chantiers, j'ai pu collecter des données, me confronter à d'autres idiomes scientifiques et soumettre idées et résultats à la discussion – un critère essentiel de la validité de travaux comparatifs étant celle qui leur est reconnue par les chercheurs et les supports de publication des pays concernés.

En Angleterre, un séjour à King's College Cambridge (Visiting Fellowship, février-juillet 1988), rendu possible par des bourses du British Council et de l'Economic and Social Research Council, m'a permis de me familiariser avec l'école britannique d'histoire sociale et d'entreprendre ma recherche sur la naissance du chômeur. Des conférences ont accompagné ce séjour, d'autres l'ont

suivi (University of Kent at Canterbury, 1988; Cambridge Seminar in Modern Social History, 1993; University of Leicester, 1997; University of Cambridge, Centre for History and Economics 2004).

Les relations ont été plus denses et continues avec les Etats-Unis. Un premier séjour d'un an à Columbia University (visiting associate professorship en 1984-1985) a été suivi de deux visites de recherche plus brèves (visiting scholarships à Columbia, Graduate School of Architecture and Planning, septembre-octobre 1987 et à la New School for Social Research, Center for Studies of Social Change, septembre-octobre 1989). Un nouveau séjour de recherche de plus longue durée a eu lieu ensuite dans le cadre du Center for European Studies de Harvard (visiting fellowship, septembre 1994-janvier 1995), grâce à une bourse Fulbright et au PIR-Villes du CNRS. Enfin, j'ai fait tout récemment une nouvelle expérience d'enseignement à l'occasion d'un visiting professorship à l'université du Michigan (mars-avril 2006), où j'ai donné un cours à des étudiants de sociologie et d'histoire. Mon commerce transatlantique a aussi pris la forme de conférences, tantôt données dans le cadre familial des instituts français (New York University, 1985, 1987, 1994, 1998, 2001 et 2004; University of Virginia, 1995), tantôt dans celui de départements de sociologie (Brown, 1985; New York University, 1998; Harvard, 1998; Michigan 2006), d'histoire (Rutgers et New School, 1987; Princeton et New School, 1989; University of Virginia, 1995), de science politique (Columbia, 1995) ou d'architecture (Pennsylvania State University, 1989; MIT, 1998). De 1993 à 1998, j'ai été membre du Board of Editors du Journal of Urban History et j'ai contribué à ce qu'y soient publiés des travaux de chercheurs européens. Depuis 1998, j'assure les mêmes tâches pour French Politics, Culture and Society.

En contre-point avec ces engagements principaux liés à mes terrains de recherche, j'ai été amené à présenter mes travaux dans des cycles de cours au Brésil (Universidade federal do Rio de Janeiro et Universidade de São Paulo, août-septembre 1988), en Italie (Istituto universitario di architettura di Venezia, mai-juin 1990), au Mexique (Universidad autónoma de Mexico, juillet 1993) et en Roumanie (Ecole doctorale régionale centre européenne, février 1997), ainsi qu'à l'occasion de conférences plus ponctuelles données à Montréal (1985), Le Caire (1991 et 1995), Sofia (1992), Beijing (1995 et 2004), Prague (1996), Beyrouth (1996), Rabat (1996 et 2000), Fribourg (1996), Tunis (1999), Berlin (1999), Leipzig (1999), Budapest (2000 et 2003) et Shanghai (2004). À l'occasion aussi de colloques tenus à Stockholm (1986), Quito (1986), Berkeley (1986), Madrid (1987 et 2005), Rio (1988), Salvador de Bahia (1991), Moscou (1992), Montréal (1992), Le Caire (1992), Oxford (1994), Lausanne (1996), Copenhague (1997), Athènes (1997), Boston (1998), Berlin (2000), Londres (2001 et 2005), Istanbul (2002) et Florence (2005).

3. Enseigner

J'ai été élu, en 1994, directeur d'études cumulant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, après y avoir enseigné quelques années comme chargé de conférences (1988-1992). Chercheur dans ce qui était alors une unité propre du CNRS, enseigner m'a paru, à un certain moment de mon parcours, indispensable. Je voulais transmettre un métier et un savoir-faire, donner un écho à mes recherches, étendre ma culture au-delà de ma spécialité, collaborer avec de plus jeunes, me confronter aux changements de l'esprit du temps et à des objections que les collègues ne soulèvent plus, bénéficier de la reconnaissance immédiate que l'écrit et le jugement des pairs ne procurent guère, favoriser le rapprochement institutionnel de mon unité avec l'enseignement doctoral. Si les motivations ne manquaient pas, il n'était pas évident pour autant de trouver une inscription institutionnelle qui permette de les satisfaire dans de bonnes conditions. J'ai eu la chance que l'EHESS me fournisse le cadre que je cherchais.

Mon enseignement y a commencé avec un séminaire très directement lié à des travaux en cours, les miens propres et ceux de chercheurs proches. La différence est mince entre ce type d'enseignement et un travail en réseau incluant des doctorants. Deux cycles se sont succédés : "Genèse des sciences sociales et action réformatrice : Paris, Londres et New York, 1880-1930"

(1988-1991), puis: “La ‘nébuleuse réformatrice’ et ses réseaux en France, 1880-1920” (1991-1993). Sur ce dernier thème, mon séminaire eu pour produit une publication collective.

Parallèlement, à partir de 1989, j’ai collaboré avec Marcel Roncayolo à la création d’une nouvelle formation doctorale de l’EHESS : “Territoires urbains : représentations, pratiques, aménagements”. L’objectif visé était de mettre en place un enseignement pluri-disciplinaire dans une institution très ouverte à de telles initiatives et de créer ainsi les conditions de la permanence et du renouvellement des travaux sur le champ urbain à l’Ecole. L’initiative venait d’un géographe qui avait consacré toute son oeuvre à la ville et a souhaité associer à son projet une autre génération en même temps que d’autres disciplines. Cette fois, il s’agissait de mettre en place un dispositif d’enseignement. J’ai contribué ainsi à définir un schéma pédagogique, à rassembler une équipe enseignante, à former un flux régulier d’étudiants, autant d’engagements alors très nouveaux pour moi. En 1995-1996, j’ai assuré la responsabilité de la formation doctorale avec Bernard Lepetit. Un nouveau projet a pris la forme, en 1999, de la filière doctorale de l’EHESS “Territoires, espaces, sociétés”, puis en 2005 de la formation de master de même nom évoquée plus haut.

Naturellement, les directions de thèse se sont peu à peu multipliées : j’en assure actuellement douze, nombre proche d’un maximum si je veux continuer à accorder à chaque doctorant l’attention nécessaire. Neuf thèses ont été soutenues sous ma direction. Je me suis efforcé de susciter des sujets cohérents avec mes propres recherches et celles conduites au CSU, mais les besoins d’encadrementus ma direction. té soutenues so m’ont aussi conduit à accepter des directions de travaux sur des thèmes plus diversifiés que je ne l’aurais originellement souhaité. Ces directions de thèse s’inscrivent désormais dans le cadre de trois formations doctorales de l’EHESS : “Sociologie”, “Sciences sociales” et “Histoire et civilisations”.

4. Bâtir une revue

Genèses. Sciences sociales et histoire est née à l’automne 1989 de l’initiative d’un historien, Gérard Noiriel, et de la convergence de ses préoccupations avec celles de chercheurs d’autres disciplines. Depuis la toute première phase de définition de la revue, je me suis engagé dans cette aventure éditoriale qui rencontrait totalement mon propre projet intellectuel et n’a pas peu contribué à l’enrichir et le faire évoluer. La création de Genèses s’inscrivait dans une conjoncture paradoxale. D’un côté, un intérêt renouvelé pour la matière historique est manifeste dans de nombreuses disciplines où de nouveaux courants s’appuient sur ce type d’enquête pour reconstruire leurs objets, leurs méthodes, voire leurs paradigmes : c’est tout particulièrement le cas de la science politique, de l’anthropologie et de la sociologie. D’un autre côté, l’histoire semble plutôt tentée aujourd’hui par un repli sur la discipline, lié sans doute à l’affaiblissement de certitudes anciennes et des grands programmes, notamment ceux de l’“histoire économique et sociale” et de l’“anthropologie historique” qui assuraient à leur manière le dialogue inter-disciplinaire. De nombreux indices existent néanmoins d’une fécondation de recherches historiennes par des questionnements nés plus récemment de la sociologie : les changements aux Annales et la création d’Enquête, par exemple, en témoignent. Genèses s’inscrit dans un tel mouvement et s’efforce de le promouvoir. La revue existe maintenant depuis près de vingt ans et a tenu pour l’essentiel son cap éditorial, trouvant ainsi sa place spécifique parmi les revues françaises de sciences sociales. Elle offre un espace de dialogue, d’échange et de confrontation entre disciplines qui permet d’en transgresser les frontières. Elle porte une attention particulière aux innovations de la recherche historique, au sein de l’histoire historique comme en dehors de celle-ci. Elle participe aux débats scientifiques internationaux, montre des réalités étrangères et accueille des points de vue élaborés en dehors de nos frontières, préalables indispensables pour réduire nos insularités et stimuler la culture comparatiste dont nous avons besoin. Elle s’efforce de participer à l’évolution de nos métiers et au développement de nouvelles formes de sociabilité intellectuelle en privilégiant la diffusion de résultats empiriques originaux et l’examen critique des savoir-faire. Désormais solidement soutenue par un éditeur, Genèses bénéficie depuis 1993 du

label et de l'appui du CNRS. Dans une revue, le quotidien est l'essentiel : débattre des orientations des dossiers et des rubriques, ajuster les points de vue, susciter des contributions, lire, faire lire et décider des articles, assurer les délais, réviser les traductions, préparer les textes et corriger les épreuves. Autant de responsabilités assurées collectivement par le comité de rédaction, autant de tâches dont j'assume fidèlement ma part, qui à certains moments a été lourde. J'ai en outre organisé divers dossiers thématiques : "Observer, classer, administrer" (n° 5), "Territoires urbains contestés" (n° 16), "Protections sociales" (en collaboration avec Robert Salais, n° 18), "La ville: postures, regards, savoirs" (n° 22), "Sciences sociales improbables" (n° 29) et "Les mots de la ville" (en collaboration avec Jean-Charles Depaule, n° 33) et "La ville des savants" (n° 60).

5. Diriger une unité de recherche

Plus encore, s'il est possible, que pour d'autres entreprises collectives évoquées jusqu'ici, il importe de souligner combien est modeste le rôle d'un individu dans les résultats obtenus par une unité comme Cultures et sociétés urbaines (UPR 267, aujourd'hui UMR 7112). Celle-ci, tout au long d'une histoire intellectuelle et institutionnelle aussi ancienne que mouvementée, a constamment mis en oeuvre un mode de fonctionnement collégial où l'assemblée générale débat des orientations et prend collectivement les décisions majeures. Dans ce cadre est mis en oeuvre un principe de rotation des différentes responsabilités, et notamment celle de directeur qui, depuis l'intégration du CSU au CNRS, a été confiée successivement à Georges Morlat (1978-1982), Paul Rendu (1983-1986), Edmond Preteceille (1987-1991), moi-même en 1992-1995, Gérard Mauger (1996-1999), Susanna Magri (1999-2003) et, actuellement, Françoise Battagliola.

Si, à l'origine, les travaux du "Centre de sociologie urbaine" portaient exclusivement sur la ville, ses thèmes de recherche ont commencé à se diversifier dès le début des années 1970, et plus encore avec l'intégration au CNRS et l'accueil de nouveaux membres à partir de la fin des années 1980. Cette évolution résultait d'un choix délibéré qui prenait acte des limites atteintes par les sociologies spécialisées et misait sur les effets de connaissance produits par la confrontation de recherches portant sur des objets empiriques divers. Il a donc fallu favoriser la permanence et le renouvellement des traditions d'une équipe en pleine croissance qui accueillait une nouvelle génération de chercheurs et s'affirmait de plus en plus comme un laboratoire de sociologie sans frontières thématiques. L'élaboration collective du rapport scientifique à quatre ans de 1995 a été l'occasion de nous interroger sur l'identité scientifique de l'unité et d'en redéfinir les axes principaux. Proposer des moyens et méthodes pour cette réflexion a été le rôle naturel du directeur. Il en a résulté un document d'orientation très différent de nos rapports précédents, qui mettait en relief les quelques grandes questions de sociologie qui traversent nos recherches et leur diversité thématique: domination, classes et classements, identités et trajectoires. Nous avons conclu de cette réflexion que le moment était venu pour l'unité de changer de nom et adopté celui-ci: "Cultures et sociétés urbaines-CSU". Par ailleurs, nous avons fortement développé au cours de mon mandat notre implantation dans l'enseignement doctoral. Ceci n'a été possible que parce que les chercheurs eux-mêmes se sont engagés en fonction de leurs projets et talents propres. Favoriser les initiatives, en proposer – comme la création au sein de l'unité d'un statut de doctorant associé – négocier des accords avec les formations doctorales, telles étaient les tâches qui revenaient au directeur. Cette innovation a été un succès et a substantiellement modifié la physionomie de l'équipe.

III. Pour mémoire : les chantiers achevés

1. Une socio-économie de la fabrique de la ville (1968-1985)

Mes premiers travaux s'inscrivaient dans une conjoncture où une très forte croissance urbaine constituait l'une des principales préoccupations de la haute administration modernisatrice et aménagiste qui régnait alors au ministère de l'Équipement. Pour comprendre le phénomène afin, disait-on alors, de mieux le maîtriser, d'importantes ressources furent consacrées à une recherche urbaine dont l'essentiel fut alors mis en oeuvre hors de l'université. Les économistes, notamment ceux des bureaux d'études, furent particulièrement sollicités pour adapter aux villes françaises des modèles de développement urbain conçus aux États-Unis. Des sociologues furent aussi mobilisés pour analyser plus qualitativement les logiques de comportement des acteurs des marchés fonciers et immobiliers. C'est ainsi que je fus conduit à faire ma première enquête, qui porta sur les promoteurs immobiliers – à une époque où ceux-ci jouaient un rôle majeur dans l'urbanisation de la France. La sociologie économique enseignée par Cuisenier et Lautman, l'anthropologie économique de Godelier et Terray, le marxisme structuraliste d'Althusser et la formation à la recherche empirique dispensée à l'EHESS me fournirent les ingrédients d'un cycle de travaux qui s'acheva avec la soutenance de ma thèse d'État en 1985.

A partir du point d'observation qu'offrait la socio-économie de la production de logements, j'ai abordé plusieurs aspects de la fabrique de la ville : les acteurs de la construction immobilière dans la France contemporaine, puis dans celle du XIX^e siècle; les acteurs du marché foncier et la question de la formation des prix des terrains; les politiques publiques dans les domaines du financement de la construction et de l'aménagement des sols urbains; les relations entre politiques publiques, structuration des systèmes d'acteurs et nature des produits. Ces divers travaux étaient parfois considérés comme relevant plutôt d'une socio-économie urbaine que de la sociologie et leur influence déclina vite avec l'arrêt de l'expansion immobilière en France et un désintérêt marqué des sociologues pour les objets économiques – bien avant le regain de la sociologie économique que l'on observe aujourd'hui. Dans la conjoncture des années 1970 et 1980, il eurent néanmoins un écho important dans plusieurs pays où ils furent utilisés comme modèle méthodologique pour analyser la production immobilière à partir des acteurs et des filières de celle-ci.

Publications (sélection)

TOPALOV (Christian). Les promoteurs immobiliers. Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France. (ouvrage publié avec le concours du CNRS). Paris, La Haye-Mouton, 1974, 413 p.

TOPALOV (Christian). Expropriation et préemption publique. Paris, Editions du Centre de recherches d'urbanisme, 1977, 330 p.

TOPALOV (Christian). La urbanización capitalista. Algunos elementos para su análisis. Mexico, Editorial Edicol, 1979, 186 p.

TOPALOV (Christian). Le profit, la rente et la ville. Éléments de théorie. (ouvrage publié avec le concours du CNRS). Paris, Editions Economica, 1984, 223 p.

(Edition espagnole) : Ganancias y rentas urbanas. Elementos teóricos. Madrid, Siglo Veintiuno de España Editores, 1984, 274 p.

TOPALOV (Christian). Le logement en France. Histoire d'une marchandise impossible. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, 437 p.

TOPALOV (Christian). "Un système d'agents économiques : la promotion immobilière". La Pensée (Paris), n° 166, décembre 1972, pp. 109-141.

TOPALOV (Christian). "Analyse du cycle de reproduction du capital engagé dans la production du cadre bâti et propriété foncière". In : *Urbanisme monopoliste, Urbanisme démocratique*. Paris, Centre d'études et de recherches marxistes, 1974, pp. 9-31.

(Edition brésilienne) : "Análise do ciclo de reprodução do capital investido na produção da indústria da construção civil". In : Reginaldo Forti (ed.). *Marxismo e urbanismo capitalista. Textos criticos*. São Paulo, Livraria Editora Ciências Humanas, 1979, pp. 53-80.

TOPALOV (Christian). "Surprofits et rentes foncières dans la ville capitaliste". *International Journal of Urban and Regional Research* (London), vol. 1, n° 3, 1977, pp. 425-446.

TOPALOV (Christian). "Trasformazioni dei sistemi di produzione della casa e politiche sociali, 1950-1978". In : Marino Folín (ed.). *Esiti della politica social-democratica della casa in Europa*. Milano, Franco Angeli, 1982, pp. 73-120.

TOPALOV (Christian). "Rentes foncières et dynamique des prix du sol dans l'espace urbain". *Archivio di studi urbani e regionali* (Milano), n° 15, 1982, pp. 3-39.

(Edition française remaniée) : "Théorie des rentes urbaines et dynamique du marché foncier". In : Pierre-Henry Derycke (ed.). *La rente foncière urbaine. Approches théoriques et empiriques*. Paris, Etudes foncières, 1984, pp. 149-186. Seconde édition: Paris, ADEF, 1990, pp. 165-194.

2. Une réflexion critique dans un moment charnière : retour sur la recherche urbaine des années 1970 (1983-1987)

Un moment charnière fut constitué par une esquisse de bilan personnel de la sociologie urbaine française des années 1970 et du début des années 1980, rédigé en 1987 à l'occasion d'un colloque de chercheurs latino-américains et d'un exposé fait à Washington. Témoignage personnel plutôt que résultat d'enquête, ce texte me suggère rétrospectivement qu'au principe de mon intérêt plus récent pour l'histoire de ma discipline, il y avait un souci de rendre intelligible le parcours de ma propre génération en examinant les conditions sociales de la formation des sens communs savants et de leurs variations. D'une certaine façon, tous mes travaux ultérieurs procèdent de près ou de loin de ce moment de remise en question. Dans la même période j'écrivis plusieurs textes programmatiques qui esquissaient l'orientation de mes travaux suivants sur la réforme urbaine et les politiques sociales.

Publications

TOPALOV (Christian). "Per una storia 'di base' delle politiche sociali. Introduzione ad una ricerca comparativa a scala internazionale". *Bolletino DAEST* (Istituto universitario di architettura di Venezia), vol. 2, n° 2, giugno 1983, pp. 48-84.

(Edition espagnole) : "Para una historia 'desde abajo' de las políticas sociales. Invitación a la investigación internacional". *Ciudad y territorio* (Madrid), n° 61, julio-septiembre 1984, pp. 41-52.

(Edition britannique remaniée) : "Social Policies from Below : A Call for Comparative Historical Studies". *International Journal of Urban and Regional Research* (London), vol. 9, n° 2, June 1985, pp. 254-271.

TOPALOV (Christian). "La politique de l'habitat dans les politiques sociales. 1900-1940. Notes pour un débat". *Cahiers de la recherche architecturale* (Paris), n° 15-17, 1er trimestre 1985, pp. 10-17.

TOPALOV (Christian). "Fazer a história da pesquisa urbana : a experiência francesa desde 1965". *Espaço e Debates* (São Paulo), vol. 8, n° 1, 1988, pp. 5-30.

(Edition portugaise) : "Faire l'histoire de la recherche urbaine : l'expérience française depuis 1965". *Sociedade e Território* (Lisboa), vol. 3, n° 7, julho 1988, pp. 91-105.

(Edition britannique) : "A History of Urban research : The French Experience Since 1965". International Journal of Urban and Regional Research (London), vol. 13, n° 4, December 1989, pp. 625-651.

(Edition équatorienne) : "Hacer la historia de la investigación urbana. La experiencia francesa desde 1965". In : José Luis Coraggio (ed.). La investigación urbana en America Latina. Caminos recorridos y por recorrer. Las ideas y su contexto. Quito, Ciudad, 1990, pp. 137-174.

(Edition mexicaine) : "Hacer la historia de la investigación urbana. La experiencia francesa desde 1965". Sociológica (Mexico), vol. 5, n° 12, enero-abril 1990, pp. 175-207.

(Edition bulgare) : ["Faire l'histoire de la recherche urbaine : l'expérience française depuis 1965"]. [Problèmes sociologiques] (Sofia), vol. 22, n° 1, 1990, pp. 61-82.

3. Aux origines de l'urbanisme moderne : réforme urbaine et réforme sociale (1983-1990)

Des investissements de longue date dans le domaine de la ville m'ont d'abord amené à m'interroger sur les rapports entre urbanisme et réforme sociale. Dans tous les grands pays industriels, s'élabora à partir des années 1880-1890 une série de projets de réforme du logement populaire et de l'environnement urbain, de la santé publique, des systèmes d'assistance et d'encadrement des pauvres, des loisirs ouvriers, du gouvernement municipal : la méthode réformatrice consistait alors à décomposer la "question sociale" en éléments traitables séparément et élaborer pour chacun d'eux une doctrine, des objectifs, des mesures de politique sectorielle. Avec le début du XXe siècle, les mouvements réformateurs se spécialisèrent et donnèrent parfois naissance à des professions. Ils fournirent une partie importante du personnel des institutions publiques correspondantes à partir de la Première Guerre mondiale, l'entre-deux-guerres étant marqué par le début de la mise en oeuvre à grande échelle du projet réformateur. Les travaux que je vais mentionner maintenant abordent ce vaste domaine à partir de la question de l'habitat populaire et de l'émergence de l'urbanisme comme discipline et profession.

Habitat populaire : le projet réformateur dans la période 1905-1925 (France, Grande-Bretagne, Italie et Etats-Unis)

Cette recherche comparative, menée en collaboration avec Susanna Magri, a porté sur la pensée et l'action réformatrices en matière d'habitat populaire au début du XXe siècle dans quatre grands pays industriels. L'étude des origines suggère que ce qui était visé par les réformateurs, c'était un refaçonnement de la vie quotidienne des couches populaires, en particulier des ouvriers. Toutefois, les propositions qui émergèrent alors reformulaient un projet ancien de "moralisation" dans des termes nouveaux qui impliquaient un changement des conditions de vie et la mise en oeuvre de politiques "scientifiques" dépassant les dispositifs classiques de la répression et de l'assistance. Une des voies essentielles de cette entreprise fut la réforme urbaine, la promotion d'un nouveau logement populaire dans un environnement transformé.

Publications

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "De la cité-jardin à la ville rationalisée : un tournant du projet réformateur. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis". Revue Française de Sociologie (Paris), vol. 28, n° 3, juillet-septembre 1987, pp. 417-451.

(Edition italienne) : "Dalla città-jardino alla città razionalizzata : una svolta del progetto riformatore, 1905-1925". Storia Urbana (Milano), n° 45, 1988, pp. 35-76.

(Edition indienne) : "The Rise of Planning Mentality". In : Jean-Pierre Gaudin et Mulkh Raj (eds.). French Studies in Urban Policy : A Survey of Research. London, Sangam Books, Hyderabad, Orient Longman, 1990, pp. 29-40.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). “Reconstruire’ : l’habitat populaire au lendemain de la première guerre mondiale. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis”. Archives Européennes de Sociologie (Cambridge), vol. 29, n° 2, 1988, pp. 319-370.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). “Nouveaux espaces résidentiels populaires: formes et gestion. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis, 1910-1925”. (Communication au colloque “Techniques et figures du social: d’une guerre à l’autre”, Paris, Centre de Recherche en Histoire des Sciences et des Techniques, Cédias-Musée Social, 12-14 octobre 1989).

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). “L’habitat du salarié moderne en France, Grande-Bretagne, Italie et aux Etats-Unis, 1910-1925”. In: Yves Cohen et Rémi Baudouï (eds.). Les chantiers de la paix sociale (1900-1940). Fontenay/Saint-Cloud, ENS Editions, 1995, pp. 223-253.

Naissance de l’urbanisme moderne: l’expérience américaine, 1900-1940

Cette recherche a développé sous la forme d’une monographie nationale la problématique de la recherche comparative évoquée ci-dessus. Elle a donné lieu à la rédaction d’un travail de synthèse portant sur l’ensemble de la période, et à des recherches originales sur les points suivants : 1/ les fonctions de la catégorie de “congestion urbaine” dans les diagnostics et prescriptions des réformateurs new-yorkais au moment de la naissance du “city planning” comme discipline ; 2/ les professions et itinéraires sociaux des participants au mouvement pour le “city planning” au moment de sa fondation (1909-1917), étude mettant en lumière les relations entre la constitution d’une profession et le mouvement réformateur qui la soutient et la légitime ; 3/ l’expérience du programme fédéral de construction pour les ouvriers des usines de guerre (1917-1919) ; 4/ les rapports entre secteur public et secteur privé dans la réforme des circuits de financement de l’accession à la propriété qui a permis de faire face à la crise des années 1930 et à faire entrer le logement dans l’ère de la production de masse à partir des années 1940.

Publications

TOPALOV (Christian). Réforme de l’habitat populaire et naissance de l’urbanisme moderne aux Etats-Unis (1900-1940). Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1988, 305 p.

TOPALOV (Christian). “Régulation publique du capitalisme et propriété de masse du logement : la ‘révolution hypothécaire’ des années 1930 aux Etats-Unis”. Economie et Sociétés (Paris), vol. 22, n° 5, (Série R, n° 3), mai 1988, pp. 51-99.

TOPALOV (Christian). “L’urbanistica come movimento sociale : militanti e professionisti dell’urbanistica negli Stati Uniti, 1909-1917” . Storia Urbana (Milano), n° 48-49, luglio-dicembre 1989, pp. 153-192.

(Edition française abrégée) : “L’urbanisme comme mouvement social. Militants et professionnels du city planning aux Etats-Unis, 1909-1917”. Annales de la Recherche Urbaine (Paris), n° 44-45, décembre 1989, pp. 139-154.

TOPALOV (Christian). “La ville ‘congestionnée’ : acteurs et langage de la réforme urbaine à New York au début du XXe siècle”. Genèses (Paris), n° 1, septembre 1990, pp. 86-111.

TOPALOV (Christian). “Scientific Urban Planning and the Ordering of Daily Life : The First ‘War Housing’ Experiment in the United States, 1917-1919”. Journal of Urban History (Newbury Park, Ca.), vol. 17, n° 1, November 1990, pp. 14-45.

4. Une incursion vers l’histoire “par en bas” : les villes ouvrières du premier XXe siècle (1986-1989)

Le point aveugle de la plupart des recherches sur l’action réformatrice et les politiques publiques dans le domaine de la ville, c’est l’objet ultime de celles-ci, c’est à dire la vie quotidienne, les formes d’organisation sociale et les représentations identitaires des populations sur lesquelles elles

interviennent. L'étude de ces réalités ne peut être entreprise qu'en déplaçant radicalement le regard, ce qui est le propre de l'histoire sociale "par en bas", de la sociologie de terrain, de l'anthropologie, ou de la démographie historique. Dialoguer avec ces disciplines est indispensable si l'on regarde les "problèmes sociaux" comme des constructions historiques. Sans doute faut-il analyser les représentations du taudis, de la désintégration sociale ou du sous-emploi comme l'expression de relations pratiques entre les groupes qui parlent et ceux dont ils parlent, mais la question du statut de l'objet de ces discours ne peut être éludée. Ce sont de telles considérations qui ont conduit Susanna Magri et moi-même à mettre en place le séminaire "Villes ouvrières, 1900-1950", afin de faire le point avec d'autres des acquis et des problèmes de recherche sur le thème des rapports entre espaces urbains et vie quotidienne. Le séminaire a constitué un lieu d'échange entre chercheurs qui abordaient, à partir de disciplines différentes, l'étude des relations entre les pratiques ouvrières et les espaces urbains dans la période considérée. La connaissance des changements des réalités familiales, du renouvellement des bases des solidarités professionnelles et de voisinage, celle des trajectoires sociales ou des mobilités spatiales sont apparues comme des préalables pour aborder de façon nouvelle les questions traditionnelles des idées et des pratiques politiques, de l'adhésion ou de la distance à l'égard des institutions représentatives, des partis ouvriers, des systèmes clientélares, des politiques réformatrices.

Publication

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian) (textes réunis par). 34 villes ouvrières, 1900-1950. Paris, L'Harmattan, 1989, 239 p.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "Pratiques ouvrières et changements structurels dans l'espace des grandes villes. Quelques hypothèses de recherche". Villes ouvrières, 1900-1950. Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 17-40.

5. Des mots, des sciences et des conflits : la genèse de la catégorie de chômeur (1985-1998)

Parti d'une étude sur l'origine des institutions de gestion des chômeurs, j'en suis venu à interroger la genèse de la catégorie qui en était le présupposé, dans une perspective constructiviste de plus en plus affirmée. J'ai rencontré alors l'écheveau constitué des langages communs, des classifications savantes et des conflits sociaux auxquels les contemporains s'efforçaient de donner un sens et une issue. L'évolution de mon travail sur ce sujet a été ainsi marqué par un éloignement progressif vis-à-vis de l'analyse des politiques publiques et de l'histoire sociale classique et un intérêt croissant pour les processus sociaux de mise en forme des problèmes.

Mise en place des dispositifs de gestion des chômeurs, 1910-1940 (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)

Cette première recherche avait pour objet les systèmes de gestion des chômeurs mis en place progressivement au cours du premier XXe siècle dans trois grands pays industriels. Tout semble opposer à première vue dans cette période les systèmes britannique, français et américain : leurs principes, les conditions politiques de leur création, leurs modes d'organisation administrative et de financement. Il n'en demeure pas moins que le traitement des chômeurs y est fondé sur les mêmes principes et que les deux systèmes ayant effectivement fonctionné pendant la période couverte par l'étude, confrontés à des difficultés semblables, ont évolué de façon parallèle sur des points essentiels. A des dates s'échelonnant entre 1911 et 1937, les trois pays ont instauré au bénéfice des "chômeurs" un droit aux allocations : si un demandeur remplit certaines conditions définies par les textes, les allocations ou secours ne peuvent lui être refusées. Cette situation est toute différente de celle où le demandeur fait l'objet à une décision individuelle en fonction de critères non formalisés, d'un examen de ses besoins, de ses ressources ou de sa moralité. La principale tension qui va marquer l'évolution des systèmes sera précisément la fixation d'une frontière entre un droit légal aux allocations et une distribution conditionnelle de secours. Les limites de cette première étude étaient doubles. D'une part, l'évolution des législations et

réglementations m'est apparue comme l'indice des difficultés récurrentes de leur mise en oeuvre : celles-ci doivent être étudiées au niveau le plus fin, dans les archives des institutions. J'ai reculé devant ce travail et ai donc renoncé à publier complètement mes résultats, trop descriptifs. D'autre part, j'ai assez rapidement découvert que plusieurs décennies de débats avaient précédé les décisions de politique publique dont j'avais fait mon point de départ. J'ai choisi de poursuivre ma recherche en écrivant l'histoire de cette construction préalable des catégories de "chômeur" et de "chômage" qui permet de rendre compte à la fois de la nature des dispositifs ultérieurement mis en place et du très large accord sur leur nécessité.

Publications

TOPALOV (Christian). "Aux origines de l'assurance chômage : note sur les secours de chômage syndicaux. Une comparaison Grande-Bretagne, France et Etats-Unis". In : Pierre Bouvier et Olivier Kourchid (eds.). France-USA. Les crises du travail et de la production. Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, pp. 49-66.

TOPALOV (Christian). Indemnisation du chômage et construction de la catégorie de chômeur. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Etats-Unis (1900-1940). Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1990, 219 p.

TOPALOV (Christian). "L'émergence de l'assurance chômage au Royaume Uni et en France, 1911-1939". (Communication au colloque "Les comparaisons internationales des politiques et des systèmes de sécurité sociale", Mission Interministérielle à la Recherche et à l'Innovation, Paris, 13-16 juin 1990) 17 p. Résumé in : Les comparaisons internationales des politiques et des systèmes de sécurité sociale. Actes du colloque organisé par la MIRE les 13 et 15 juin 1990. Paris, MIRE, 1990, pp. 207-212.

TOPALOV (Christian). "Institucionalización del desempleo y formación de las normas de empleo. Las experiencias Francesa y Británica (1911-1939)". Política y Sociedad (Madrid), n° 34, mayo-agosto 2000, pp. 33-57.

Genèse de la catégorie de "chômeur", 1880-1910 (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)

Cette nouvelle phase de ma recherche a donc porté – pour les mêmes pays et particulièrement trois métropoles : Londres, Paris et New York – sur la période où émergent en même temps la notion de "chômage" et les principes qui vont fonder au XXe siècle les politiques de gestion des chômeurs. L'hypothèse directrice de l'étude est que le chômage moderne n'est pas d'abord une réalité ou un problème social qui ferait l'objet d'une "prise de conscience". Il résulte d'une construction historique où se rencontrent science et administration, projet de réforme et pratiques sociales. C'est un difficile travail de catégorisation qui fait naître la figure du "chômeur", à partir des années 1880 dans de nouvelles représentations savantes et à partir des années 1910 dans de nouveaux systèmes de protection sociale. Séparer les chômeurs du reste des pauvres, c'était donner une nouvelle définition du travail et du salariat. Mettre en place des dispositifs de gestion de cette population, c'était créer le chômage moderne.

Le principal résultat de ce travail a été de faire apparaître qu'entre les "crises de chômage" et les réponses que leur donnent les acteurs et les institutions, une médiation essentielle intervient : la mise en forme du "problème". Or, l'évolution de celle-ci ne relève pas des chronologies canoniques de l'histoire économique et de l'histoire politique. Elle s'inscrit dans une autre temporalité et s'opère pour une part sur d'autres scènes que celles où se produisent les affrontements et les compromis façonnant les décisions des autorités publiques. Nos catégories de "chômeur" et de "chômage" ne sont pas nées tout simplement du développement du salariat industriel : elles ont résulté du démantèlement et de la réorganisation d'autres catégories. Elles ont été construites avec et contre les classifications ordinaires de la pauvreté inscrites dans les pratiques des dispositifs publics et privés d'assistance, avec et contre, aussi, les représentations du travail nées de l'expérience ouvrière et retraduites par les organisations de travailleurs. Dans ces

deux ordres de discours, avant la fin du XIXe siècle, le chômeur moderne n'existait pas. Une mutation des représentations a été nécessaire pour énoncer autrement l'identité de l'ouvrier sans ouvrage, la nature du mal à traiter et, du même coup, faire entrer de nouvelles solutions dans l'univers des possibles. Le langage de la science a fourni l'instrument et la légitimation de cette révolution des façons de voir dans laquelle, bon gré, mal gré, tous les partenaires de cette histoire – philanthropes, organisations ouvrières, partis politiques et gouvernants – se sont retrouvés peu à peu entraînés. Or, une telle reconstruction des représentations a ses conditions et ses rythmes propres. Elle a des implications qui débordent largement la question particulière traitée, car elles mettent en jeu aussi bien les visions de l'ordre social que les formes générales des langages scientifiques. Elle a aussi ses propres agents, qui revendiquent le discours vrai et non partisan du spécialiste. Ils s'activent dans des sociétés savantes ou des institutions universitaires, des cercles philanthropiques ou des bureaux de statistique. Des logiques sociales autonomes règlent leurs débats à distance des remous de l'actualité et leurs travaux s'imposent peu à peu comme faisant autorité pour les autres parties en conflit.

Je suis revenu par la suite sur deux dossiers ouverts à l'occasion de cette enquête. D'abord, celui de l'émergence, au cours du XIXe siècle dans les trois pays étudiés, de la catégorie statistique de "population active": celle-ci prend sa forme moderne dans les dernières décennies du siècle, après qu'eurent été redéfinies très profondément les questions et les méthodes initiales des recensements professionnels. Ensuite, celui du rapport entre institutions d'indemnisation du chômage et formation des normes d'emploi (Grande-Bretagne et France, 1911-1939).

Publications

TOPALOV (Christian). "Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle". Les Temps Modernes (Paris), vol. 43, n° 496/497, novembre-décembre 1987, pp. 53-92.

TOPALOV (Christian). "De la 'question sociale' aux 'problèmes urbains' : réformateurs et travailleurs à Londres, Paris et New York au début du XXe siècle". (Communication au colloque "Trends and Challenges of Urban Restructuring". International Sociological Association, Research Committee 21, IUPERJ, Rio de Janeiro, 26-30 septembre 1988) 22 p.

TOPALOV (Christian). "Alexander Keyssar. Out of work : the first century of unemployment in Massachusetts" (Note critique). Le Mouvement Social (Paris), n° 147, avril-juin 1989, pp.141-144.

TOPALOV (Christian). "From the 'Social Question' to 'Urban Problems' : Reformers and the Working Classes At the Turn of the Twentieth Century". International Social Science Journal (Oxford), n° 125, August 1990, pp. 319-336.

(Edition française): "De la 'question sociale' aux 'problèmes urbains' : les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du XXe siècle". Revue Internationale des Sciences Sociales (Paris), n° 125, août 1990, pp. 359-376.

(Edition espagnole): "De la 'question social' a los 'problemas urbanos' : los reformadores y la población de las metrópolis a principios del siglo XX". Revista Internacional de las Ciencias Sociales (Madrid), n° 125, setiembre 1990, pp. 337-354.

(Edition brésilienne) : "Da questão social aos problemas urbanos : os reformadores e a população das metrópolis em princípios do século XX". In : Luiz Cesar de Queiroz Ribeiro et Robert Pechman (eds.). Cidade, povo e nação. Gênese do urbanismo moderno. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1996, pp. 23-51.

TOPALOV (Christian). "La ville 'terre inconnue' : l'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891". Genèses (Paris), n° 5, septembre 1991, pp. 5-34.

(Edition britannique) : "The City as Terra Incognita : Charles Booth's Poverty Survey and the People of London, 1886-1891", Planning Perspectives (London), vol. 8, 1993, pp. 395-425.

(Edition hongroise) : “A város – terra incognita. Charles Booth felmérése és London népe, 1886-1891”. In : Benda Gyula, Szekeres András (ed.). Tér és történelem [Espace et histoire], Budapest, L’Harmattan–Ateleir Füzetek, 2002, pp. 77-107.

TOPALOV (Christian). “L’invention du chômage. Terminologie, classification et réforme sociale, 1880-1910”. In : Comparer les systèmes de protection sociale en Europe, volume 1, Rencontres d’Oxford. Paris, MIRE, s.d. [1995], pp. 525-541.

TOPALOV (Christian). Naissance du chômeur, 1880-1910. Paris, Albin Michel (“L’évolution de l’humanité”), 1994, 626 p.

TOPALOV (Christian). “Les réformateurs du chômage et le réseau du Musée social”. In: Colette Chambelland (ed.). Le Musée social en son temps. Paris, Presses de l’Ecole normale supérieure, 1998, pp. 281-305.

TOPALOV (Christian). “L’individu comme convention. Le cas des statistiques professionnelles du XIXe siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis”. Genèses (Paris), n° 31, juin 1998, pp. 48-75.

TOPALOV (Christian). “Une révolution dans les représentations du travail. L’émergence de la catégorie de “population active” au XIXe siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis”. Revue française de sociologie (Paris), vol. 40, n° 3, juillet-septembre 1999, pp. 445-473.

(Edition en anglais) : “A Revolution in Representations of Work : The Emergence over the 19th Century of the Statistical Category ‘Occupied Population’ in France, Great Britain, and the United States”, Revue française de sociologie, vol. 42, Supplement, 2001, pp. 79-106.